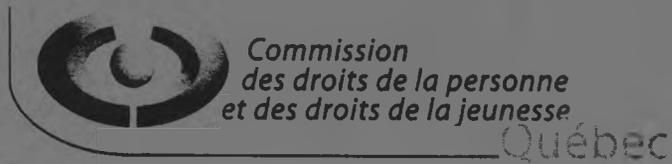


A11D76  
E88  
2002/03  
QL  
P. gouv.



## ÉTUDE DES CRÉDITS

2002-2003

COMMISSION DES DROITS DE  
LA PERSONNE ET DES DROITS  
DE LA JEUNESSE

**ÉTUDE DES CRÉDITS**

**2002-2003**

**COMMISSION DES DROITS DE  
LA PERSONNE ET DES DROITS  
DE LA JEUNESSE**

28 11 11

# **ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003**

## **COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

### **TABLE DES MATIÈRES**

---

- 1 - Renseignements généraux**
  
- 2- Demande de renseignements généraux de  
l'opposition officielle adressée à tous les ministères  
et organismes gouvernementaux**
  
- 3- Demande de renseignements particuliers de  
l'opposition officielle**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003**

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE  
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**1- Renseignements généraux**

**LISTE DES MEMBRES DE LA  
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE  
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

<b>NOM</b>	<b>DATE DE NOMINATION</b>
MAROIS, Pierre (Président)	13 août 2001
GIROUX, Céline (Vice-présidente)	20 décembre 2000
LEFEBVRE, Roger (Vice-président)	26 juin 2001
CHABOT, Louis-Marie (Commissaire)	29 novembre 1995
CHÉNIER, François (Commissaire)	29 novembre 1995
DOUYON, Emerson (Commissaire)	7 juin 1999
DUPLÉ, Nicole (Commissaire)	5 août 1996
FOURNIER, Louise (Commissaire)	29 novembre 1995
GIROUX, Martial (Commissaire)	29 novembre 1995
GRENIER, Danielle (Commissaire)	7 juin 1999
MYRE, Jocelyne (Commissaire)	29 novembre 1995
NIEMI, Fo (Commissaire)	5 août 1996
RAYMOND, Diane F. (Commissaire)	5 août 1996
ROULEAU, Michèle (Commissaire)	5 août 1996

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE  
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**SIÈGE SOCIAL  
ET  
BUREAUX RÉGIONAUX**

**CHICOUTIMI**  
227, rue Racine Est  
Bureau 1.05  
CHICOUTIMI (Québec)  
G7H 7B4

**VAL D'OR**  
1200, 8<sup>e</sup> rue, bureau 101  
VAL D'OR (Québec)  
J9P 3N7

**HULL**  
170, rue Hôtel-de-Ville  
Bureau 4.150  
HULL (Québec)  
J8X 4C2

**SAINT-JÉRÔME**  
227, rue St-Georges,  
bureau 202  
SAINT-JÉRÔME (Québec)  
J7Z 5A1

**LONGUEUIL**  
1111, boul. Jacques-Cartier Est  
Bureau RC-34  
LONGUEUIL (Québec)  
J4M 2J6

**SEPT-ÎLES**  
456, rue Arnaud  
Bureau 1.06  
SEPT-ÎLES (Québec)  
G4R 3B1

**QUÉBEC**  
575, rue Saint-Amable  
Bureau 4.31  
QUÉBEC (Québec)  
G1R 6A7

**SHERBROOKE**  
375, rue King Ouest  
Bureau 1.05  
SHERBROOKE (Québec)  
J1H 6B9

**RIMOUSKI**  
337, rue Moreault  
2<sup>e</sup> étage  
RIMOUSKI (Québec)  
G5L 1P4

**TROIS-RIVIÈRES**  
100, rue Laviolette  
Bureau 100  
TROIS-RIVIÈRES (Québec)  
G9A 5S9

**MONTRÉAL (SIÈGE SOCIAL)**  
360, rue St-Jacques,  
2<sup>e</sup> étage  
MONTRÉAL (Québec)  
H2Y 1P5

## COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

### La mission :

La mission de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse prend assise dans une loi fondamentale, la *Charte des droits et libertés de la personne* (L.R.Q., c. C-12), dans la *Loi sur la protection de la jeunesse* (L.R.Q., c. P-34.1) et dans la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics* (L.Q. 2000, c. 45).

Dans le cadre du mandat que lui confie la *Charte des droits et libertés de la personne*, dont elle est fiduciaire, la Commission assure la promotion et le respect des principes qui y sont énoncés. Elle veille, par ailleurs, à l'application de la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*.

Dans le cadre du mandat que lui confie la *Loi sur la protection de la jeunesse*, elle veille également, comme composante du système de protection de la jeunesse, au respect des droits reconnus par cette loi aux enfants dont la sécurité ou le développement sont compromis, ainsi qu'à la protection de leur intérêt. Cet élément de mission comprend aussi le respect des droits reconnus aux adolescents par la *Loi sur les jeunes contrevenants* (L.R.C., c. Y-1).

Depuis le 1er avril 2001, en vertu de la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*, la Commission a pour mandats :

- De fixer le délai dans lequel tout organisme doit lui transmettre le rapport d'analyse de ses effectifs;
- De comparer la représentation des groupes visés œuvrant dans les organismes visés par la Loi avec leur représentation au sein des personnes compétentes ou aptes à acquérir cette compétence dans un délai raisonnable pour ce type d'emploi à l'intérieur de la zone appropriée de recrutement;
- De prêter assistance, sur demande, à l'élaboration d'un programme;
- De vérifier la teneur des programmes élaborés pour s'assurer de leur conformité aux exigences de la Loi et, le cas échéant, d'aviser les organismes des modifications qui doivent être apportées à leur programme;
- D'adresser des recommandations aux organismes en défaut de se conformer à des délais d'élaboration ou d'implantation d'un programme conforme à la Loi et, si ses recommandations ne sont pas suivies, de s'adresser au Tribunal des droits de la personne;
- De publier, tous les trois ans, la liste des organismes soumis à la Loi, en faisant état de leur situation en matière d'égalité en emploi.

Par Décret gouvernemental, la Commission est également chargée de surveiller l'application du Programme d'obligation contractuelle du Gouvernement du Québec.

## Les responsabilités :

### **Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :**

#### *Charte des droits et libertés de la personne*

**Article 71** La Commission assure, par toutes mesures appropriées, la promotion et le respect des principes contenus dans la présente Charte.

Elle assume notamment les responsabilités suivantes :

1° faire enquête selon un mode non contradictoire, de sa propre initiative ou lorsqu'une plainte lui est adressée, sur toute situation qui lui paraît constituer soit un cas de discrimination au sens des articles 10 à 19, y compris un cas visé à l'article 86, soit un cas de violation du droit à la protection contre l'exploitation des personnes âgées ou handicapées énoncé au premier alinéa de l'article 48;

2° favoriser un règlement entre la personne dont les droits auraient été violés ou celui qui la représente, et la personne à qui cette violation est imputée;

3° signaler au Curateur public tout besoin de protection qu'elle estime être de la compétence de celui-ci, dès qu'elle en a connaissance dans l'exercice de ses fonctions;

4° élaborer et appliquer un programme d'information et d'éducation, destiné à faire comprendre et accepter l'objet et les dispositions de la présente Charte;

5° diriger et encourager les recherches et publications sur les libertés et droits fondamentaux;

6° relever les dispositions des lois du Québec qui seraient contraires à la Charte et faire au gouvernement les recommandations appropriées;

7° recevoir les suggestions, recommandations et demandes qui lui sont faites touchant les droits et libertés de la personne, les étudier, éventuellement en invitant toute personne ou groupement intéressé à lui présenter publiquement ses observations lorsqu'elle estime que l'intérêt public ou celui d'un groupement le requiert, pour faire au gouvernement les recommandations appropriées;

8° coopérer avec toute organisation vouée à la promotion des droits et libertés de la personne, au Québec ou à l'extérieur;

9° faire enquête sur une tentative ou un acte de représailles ainsi que sur tout autre fait ou omission qu'elle estime constituer une infraction à la présente Charte, et en faire rapport au Procureur général.

Partie 3, article 86 et suivants sur les Programmes d'accès à l'égalité.

Expertise conseil dans le cadre du programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec.

**Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :**

***Loi sur la protection de la jeunesse***

**Article 23** La Commission exerce les responsabilités suivantes, conformément aux autres dispositions de la présente loi :

- a) elle assure, par toutes les mesures appropriées, la promotion et le respect des droits de l'enfant reconnus par la présente loi et par la Loi sur les jeunes contrevenants;
- b) sur demande ou de sa propre initiative, elle enquête sur toute situation où elle a raison de croire que les droits d'un enfant ou d'un groupe d'enfants ont été lésés par des personnes, des établissements ou des organismes, à moins que le tribunal n'en soit déjà saisi;
- c) elle prend les moyens légaux qu'elle juge nécessaires pour que soit corrigée la situation où les droits d'un enfant sont lésés;
- d) elle élabore et applique des programmes d'information et d'éducation destinés à renseigner la population en général et les enfants en particulier sur les droits de l'enfant;
- e) elle peut, en tout temps, faire des recommandations, notamment, au ministre de la Santé et des Services sociaux, au ministre de l'Éducation et au ministre de la Justice;
- f) elle peut faire ou faire effectuer des études et des recherches sur toute question relative à sa compétence, de sa propre initiative ou à la demande du ministre de la Santé et des Services sociaux et du ministre de la Justice.

**Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :**

***Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics (L.Q. 2000, c. 45)***

**Article 6** La Commission peut imposer à tout organisme un délai pour la transmission du rapport d'analyse d'effectifs.

A défaut pour l'organisme de se conformer à ce délai, la Commission peut s'adresser au Tribunal des droits de la personne, lequel peut ordonner à l'organisme de transmettre le rapport dans le délai qu'il fixe.

**Article 7** Afin de déterminer s'il y a sous-représentation d'un groupe visé par la présente loi dans un type d'emploi, la Commission compare la représentation de ce groupe au sein des effectifs concernés de l'organisme avec sa représentation au sein des personnes compétentes ou aptes à acquérir cette compétence dans un délai raisonnable pour ce type d'emploi à l'intérieur de la zone appropriée de recrutement.

A cette fin, la Commission peut, après consultation de l'organisme, procéder par regroupement de types d'emploi.

**Article 8** La Commission avise l'organisme du résultat de cette comparaison par type ou par regroupement de types d'emploi.

**Article 12** La Commission, sur demande, prête son assistance à l'élaboration d'un programme d'accès à l'égalité en emploi.

**Article 15** La Commission vérifie la teneur d'un programme d'accès à l'égalité en emploi en tenant compte des éléments suivants :

- 1° l'importance des effectifs de l'organisme et le nombre de personnes dans un type ou regroupement de types d'emploi;

2° la disponibilité, pour chaque groupe visé, de personnes compétentes ou aptes à le devenir dans un délai raisonnable dans les effectifs de l'organisme ainsi que dans la zone appropriée de recrutement;

3° la sous-représentation, en nombre et en pourcentage, des personnes faisant partie de chaque groupe visé;

4° l'augmentation ou la réduction prévue des effectifs au cours de la période couverte par l'échéancier;

5° le caractère raisonnable des objectifs quantitatifs poursuivis;

6° les mesures de redressement, les mesures d'égalité des chances, et le cas échéant, les mesures de soutien proposées;

7° les échéanciers du programme d'accès à l'égalité.

A cette fin, la Commission peut exiger d'un organisme tout renseignement ou document et faire les vérifications requises.

**Article 16.** La Commission peut demander à un organisme de modifier son programme d'accès à l'égalité en emploi si elle estime que :

1° les mesures proposées ne sont pas susceptibles de corriger la situation des personnes faisant partie de chaque groupe visé;

2° les objectifs quantitatifs poursuivis sont insuffisants eu égard à la disponibilité de personnes compétentes faisant partie de chaque groupe visé;

3° les échéanciers pour l'implantation des mesures ou l'atteinte des objectifs quantitatifs ne sont pas raisonnables.

Elle donne un avis motivé à l'organisme et lui indique le délai dans lequel son programme doit être modifié et lui être soumis de nouveau pour vérification.

**Article 17** Si la Commission estime qu'un organisme est en défaut d'élaborer ou d'implanter un programme d'accès à l'égalité en emploi ou n'a pas modifié son programme conformément à son avis, elle peut lui faire des recommandations.

**Article 18** À défaut par un organisme de se conformer à une recommandation de la Commission, celle-ci peut s'adresser au Tribunal des droits de la personne qui peut ordonner à l'organisme, dans le délai qu'il fixe, d'élaborer, de modifier ou d'implanter un programme d'accès à l'égalité en emploi.

Le programme est déposé devant ce Tribunal qui peut y apporter les modifications qu'il juge adéquates.

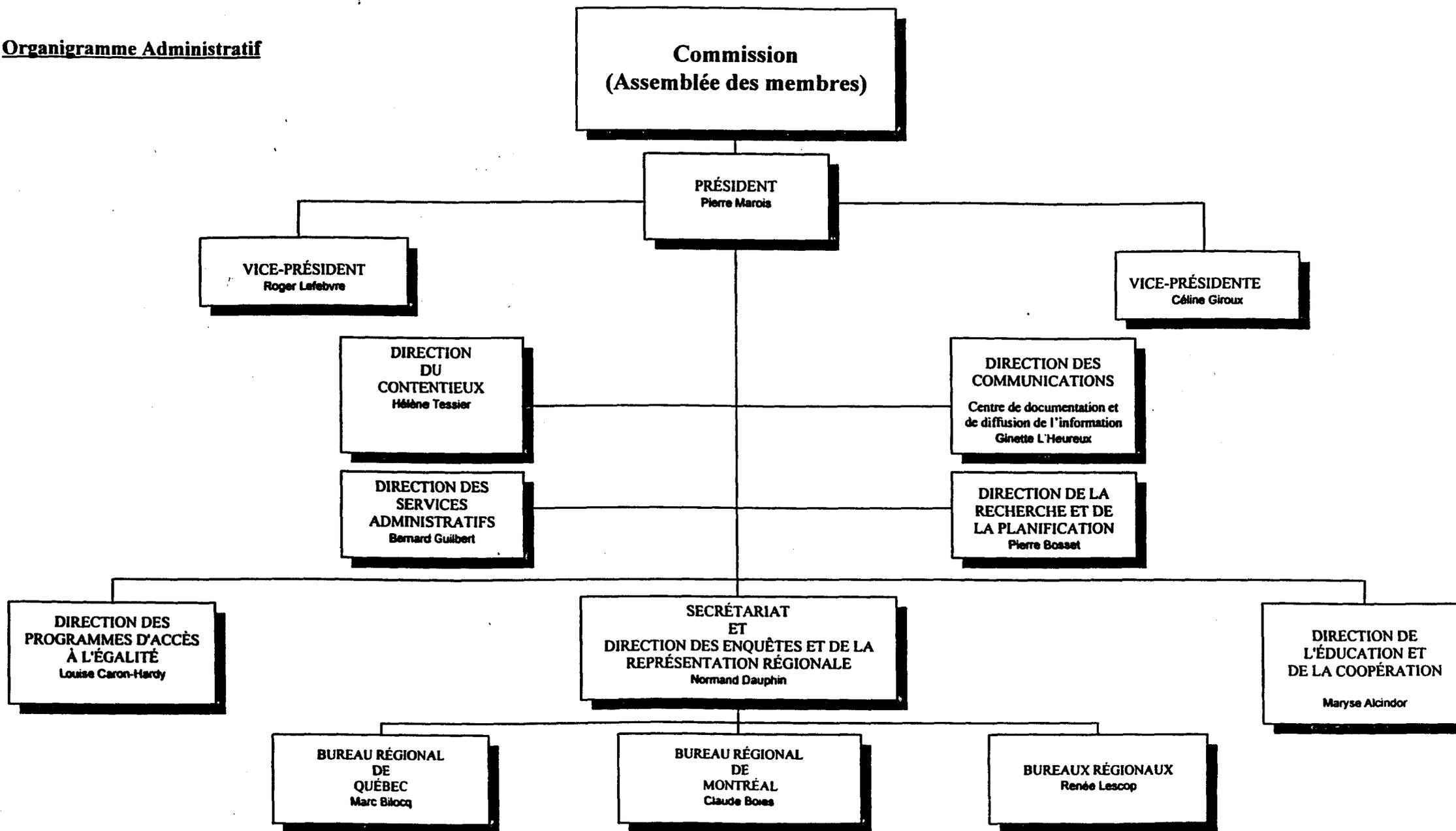
**Article 23** La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse publie, à tous les trois ans, la liste des organismes publics assujettis à la présente loi et fait état de leur situation en matière d'égalité en emploi.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003**

**2- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ADRESSÉE À  
TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES  
GOUVERNEMENTAUX**

# COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

## Organigramme Administratif



1. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone

---

**2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles)**

---

Voir tableau ci-joint

<b>Titre</b>	<b>Tirage</b>	<b>Coût</b>	<b>Imprimeur</b>	<b>Mode de distribution</b>
Bannière Paix – Autochtones	1	253 \$	Production JG inc.	Sur demande
Brochures Tu veux connaître tes droits	15,000 F 3,000 A	5 870 \$	Richard Veilleux inc.	Sur demande
Brochures Moi aussi j'ai des droits	10,000 F 3,000 A	14 405 \$	Richard Veilleux inc.	Sur demande
Brochures La Charte des droits et ...	8,000 F 2,000 A	8 605 \$	Richard Veilleux inc.	Sur demande
Brochures Vos droits et libertés, ...	15,000 F 3,500 A	12 395 \$	Richard Veilleux inc.	Sur demande
Brochures + affiches Signaler, c'est déjà protéger	23,000 F 4,000 A	23 340 \$	Richard Veilleux inc.	Sur demande
Brochures Déclaration de services aux Citoyens	7,500 F 3,000 A	2 580 \$	Imprimerie Distinction inc.	Sur demande
Bulletins externe (avril, juin, nov.) Droits et Libertés	4,800 F X 3	6 090 \$	Richard Veilleux inc.	Liste d'envois
Cahiers Actes de Strasbourg	350 F	1 985 \$	Production JG inc.	Liste d'envois
Cahiers Évaluation/participants Strasbourg	60 + 80 F	600 \$	Reprotech imprimerie	Liste d'envois
Cartons d'invitation Prix Droits et Libertés	1,000 F	730 \$	Imprimerie Distinction inc.	Liste d'envois
Couvertures Présentation de Mémoire ...	2,000	845 \$	ComplètementLitho	Sur demande
Dépliants Vos droits et libertés, extraits	20,000 (F+A+espagnol +portugais)	2 410 \$	Imprimerie Distinction inc.	Sur demande
Dépliants Forum Les jeunes gais et lesbiennes..	3,500 F	695 \$	Reprotech imprimerie	Liste d'envois
Rapports Rapport annuel CDPDJ	1,000 F	3 606 \$	Publication du Québec	Liste d'envois et sur demande
Rapports L'exploitation des pers. âgées	1 500 F	11 544 \$	Copie 2000	Liste d'envois et sur demande

Titre	Tirage	Coût	Imprimeur	Mode de distribution
Rapports + Outils de présentation + maquettes L'accès à l'égalité en emploi	2,000 F (guide) 2,000 F (pochette) 825 F(cahiers) 540 F(dépliant) 4,000 F (couverture)	30 000 \$	Lithosol inc. Imprimerie Distinction inc. Reprotech imprimerie Production JG inc. Imrprimerie Distinction inc	Liste d'envois et sur demande
Rapports Enquête sur les services jeunesse en Abitibi-Témiscamingue	350 F 75 A	1 312 \$ 52 \$	Copie 2000 Reprotech imprimerie	Sur demande

3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 2001

OBJET	Dépenses réelles
<p>Claude Fillion, Président            Claude Boies, directeur des Enquêtes            Hélène Tessier, directrice du Contentieux            Louise Caron-Hardy, directrice des Programmes d'accès à l'égalité            Béatrice Vizkelety, conseillère juridique du Contentieux</p> <p>Participation à la « Conférence annuelle de l'Association canadienne des Commissions et Conseil des droits de la personne » du 25 au 31 mai 2001 à Whitehorse, Yukon</p>	12 420 \$
<p>Jeanne Mayo, enquêtrice-médiatrice</p> <p>Dans le cadre du programme de formation et d'octroi de bourses; participation au Congrès mondial de gérontologie du 30 juin au 7 juillet 2001 à Vancouver, Colombie-Britannique</p>	2 498 \$
<p>Renée Lescop, directrice des Bureaux régionaux            Pascal K. Mutombo, enquêteur-médiateur</p> <p>Dans le cadre du programme de formation et d'octroi de bourses, participation à la 32<sup>e</sup> session d'enseignement de l'Institut international des droits de l'homme du 30 juin au 28 juillet 2001 à Strasbourg, France</p>	7 150 \$
<p>Céline Giroux, Vice-présidente</p> <p>Participation au « 2001 World Congress On Family Law And The Right Of Children And Youth » du 19 au 22 septembre 2001 à Bath, Angleterre</p>	3 503 \$
<p>Céline Giroux, Vice-présidente            Louise Sirois, enquêtrice-médiatrice            Monique Lortie, agente d'éducation</p> <p>Participation à la conférence annuelle des Children's Advocate du 23 au 27 octobre 2001 à Saskatoon, Saskatchewan</p>	7 246 \$
<p>Hélène Tessier, directrice du Contentieux</p> <p>Audition à la Cour Suprême du Canada, 28 au 29 octobre 2001 à Ottawa, Ontario</p>	291 \$
<p>Roger Lefebvre, Vice-président            Pierre Bosset, directeur de la Recherche et de la planification            André Loïselle, agent d'information à la direction des Communications</p> <p>Présentation des commentaires de la Commission sur le projet de Loi 36 devant le comité permanent de la Justice les 29 et 30 octobre 2001 à Ottawa, Ontario</p>	760 \$

OBJET	Dépenses réelles
<p>Claire Bernard, conseillère juridique, direction de la Recherche et de la planification</p> <p>Témoignage, comité sénatorial des affaires juridiques et constitutionnelles, projet de loi, Justice adolescents, 24 novembre 2001 à Ottawa, Ontario</p>	98 \$
<p>Roger Lefebvre, Vice-président</p> <p>Réunion de l'exécutif de l'Association canadienne des Commissions et Conseil des droits de la personne, 11 et 12 décembre 2001 à Ottawa, Ontario</p>	200 \$
<p>Pierre Bosset, directeur de la Recherche et de la planification</p> <p>Réunion du comité permanent des fonctionnaires chargés des droits de la personne, 12 et 13 décembre 2001 à Ottawa, Ontario</p>	335 \$
<p>Céline Giroux, Vice-présidente Carla Gasparini, représentante régionale</p> <p>Réunion de l'exécutif des Children's Advocate et table ronde concernant les jeunes contrevenants du 15 au 18 janvier 2002 à Toronto, Ontario (frais payés en totalité par le Gouvernement fédéral – Ministère de la Justice)</p>	
<p>Céline Giroux, Vice-présidente</p> <p>Réunion spéciale sur la mortalité infantile organisée par Santé Canada, 28 février au 2 mars 2002 à Victoria, Colombie-Britannique (transport et hôtel payés par Santé Canada)</p>	156 \$
<p>Lucie-France Dagenais, chercheuse, direction de la Recherche et de la planification</p> <p>Conférencière à la semaine de la Francophonie du 18 au 22 mars 2002 à Moscou, Russie (transport payé par ministère des Relations internationales)</p>	1 243 \$
<p>Claire Bernard, conseillère juridique, direction de la Recherche et de la planification</p> <p>Participation à un atelier sur le handicap et les tests génétiques sous l'égide de Santé Canada et de la Commission canadienne pour l'UNESCO du 21 au 24 mars 2002 à Vancouver, Colombie-Britannique (coûts assumés par Santé Canada)</p>	
<b>Total</b>	<b>35 900\$</b>

---

4. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels

---

Type de média/Promotion	Fournisseur	Objet	Coûts
Prix Droits et libertés	Création Hugues Soucy et réception	Remise du prix <i>Droits et libertés de la personne</i> (sculpture)	4 014\$
<b>TOTAL</b>			<b>4 014\$</b>

---

**5. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent**

---

Aucun

---

**6. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande du ministère ou de l'organisme**

---

Aucune

---

**7. Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2001-2002 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques**

---

Aucun

---

**8. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2001-2002**

---

Voir la liste ci-jointe

## LISTE DES CONTRATS

Nom du fournisseur	Plus bas soumis.	Mandat	Résultat	C O U T			Mode d'octroi
				Engagement	Suppléments	Total	
Adaris Technologies inc.	Oui	Installation, configuration serveur Netware 6		18 645.00	0.00	18 645.00	SOUSSIONS
Adaris technologies inc.	sans objet	Mise à niveau et nettoyage des serveurs		1 500.00	0.00	1 500.00	NEGOCIE
Archiconcept	sans objet	Évaluation, par un architecte, d'emplacements	Rapport pour dossier d'enquête	340.00	0.00	340.00	NEGOCIE
Archiconcept inc.	sans objet	Évaluation de l'accessibilité d'un édifice	Rapport pour dossier d'enquête	1 800.00	0.00	1 800.00	NEGOCIE
Bathalon, François	sans objet	Programmation en ASP	Site Intranet de la CDDPJ	750.00	0.00	750.00	NEGOCIE
Copie 2000	Oui	Impression	Rapport audiences publiques (personnes âgées)	5 715.00	0.00	5 715.00	Soumissions
Copie 2000	Oui	Impression	Rapport Abitibi-Témiscamingue	1 150.00	0.00	1 150.00	SOUSSIONS
Copie 2000	sans objet	ré-impression	Rapport: "Personnes âgées"	7 400.00	0.00	7 400.00	NEGOCIE
Cotte, Denise Madeleine	sans objet	Mise en page	Document: "D & L, un parcours plein d'espoir"	4 500.00	0.00	4 500.00	NEGOCIE
Cournoyer, André	sans objet	Participer à une sélection de personnel	Dotation de postes	2 000.00	0.00	2 000.00	NEGOCIE
Côté, Mario ergothérapeute	sans objet	Evaluation type de fauteuil roulant	Expertise en vue d'un témoignage en cour	650.00	0.00	650.00	NEGOCIE
Fonds personnes incarcérées Ctre détention Québec	sans objet	Modifier cloisons	Réaménagement	3 861.00	0.00	3 861.00	Demande de livraison
Francoeur, Jacques (Dr)	sans objet	Expertise médicale et rapport		1 200.00	0.00	1 200.00	NEGOCIE
Gardner Christine	Oui	Traduction (Montant: évaluation par année)		20 000.00	0.00	20 000.00	Soumissions
Gestion Médicale Yves Bergeron	sans objet	Étude de dossier médical	Rapport d'expertise	1 500.00	0.00	1 500.00	NEGOCIE
Gouault, Michel	sans objet	Rédaction	Rapport audiences publiques personnes âgées	4 000.00	0.00	4 000.00	NEGOCIE
Guindon Claude	sans objet	Évaluation dans le cadre d'une plainte	Rapport d'expert	6 000.00	0.00	6 000.00	NEGOCIE
Guindon, Michel (Dr)	sans objet	Expertise médicale et rapport		550.00	0.00	550.00	NEGOCIE
Guindon, Michel (Dr)	sans objet	Évaluation médicale dans un dossier d'enquête	Rapport écrit	700.00	0.00	700.00	NEGOCIE
Imprimerie Distinction	Oui	Impression	Brochure: "Les droits et libertés... (extraits)"	2 410.00	0.00	2 410.00	Soumission
Imprimerie Distinction	sans objet	Impression	Couvert - Pochette PAE	1 470.00	0.00	1 470.00	NEGOCIE
Imprimerie Distinction	sans objet	Impression	Pochette PAE	1 290.00	0.00	1 290.00	NEGOCIE
Imprimerie Distinction	Oui	Impression	Dépliant "Déclaration de services..."	2 340.00	0.00	2 340.00	Soumissions
Lavoie, Bertrand	sans objet	Expertise et procès dans un dossier du CTX		900.00	0.00	900.00	NEGOCIE
Lithosol Inc.	Oui	Impression	Guide "Programmes d'accès à l'égalité"	10 200.00	0.00	10 200.00	Soumissions
Logique (Société d'habitation)	sans objet	Étude (accessibilité d'un immeuble)		2 730.00	0.00	2 730.00	NEGOCIE
MMS Direct	sans objet	Graver CD Rom pour KIT - PAE (angl.)		1 690.00	0.00	1 690.00	NEGOCIE
Magra Multi Média	sans objet	Graver CD Rom pour kit PAE, (fran.)		1 750.00	0.00	1 750.00	NEGOCIE
Mc Neil Jeanine	sans objet	Évaluation de tâches, dans une enquête	Expertise écrite	2 100.00	0.00	2 100.00	NEGOCIE
Moretti Pierre	sans objet	Poursuivre enquêtes en cours		5 000.00	0.00	5 000.00	NEGOCIE
Niculescu, Cristina	sans objet	Traduction (du roumain au français)		300.00	0.00	300.00	NEGOCIE
Normex Telecom	sans objet	Installation câblage informatique		2 800.00	0.00	2 800.00	NEGOCIE
Paquette, Daniel	sans objet	Écriture, mise en scène, interprétation	Pièce lors du Forum D & L	400.00	0.00	400.00	NEGOCIE
Production JG	Oui	Impression	Brochure: Actes de Strasbourg	1 985.00	0.00	1 985.00	SOUSSIONS
Production JG inc.	sans objet	Impression	Maquettes (guide PAE)	1 070.00	0.00	1 070.00	NEGOCIE
Reprotech	sans objet	Impression	Cahier "A tout âge"	1 334.00	0.00	1 334.00	NEGOCIE
Reprotech	sans objet	Impression	Dépliant: "FORUM Jeunes gais et lesbiennes"	695.00	0.00	695.00	NEGOCIE
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Brochure: Programmes d'accès à l'égalité	6 015.00	0.00	6 015.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Brochure: Signaler, c'est déjà protéger	7 815.00	0.00	7 815.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Brochure: La Charte (angl. et fran.)	8 605.00	0.00	8 605.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Brochure: "Vos droits et libertés..."	9 235.00	0.00	9 235.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Feuillet: "PAE en bref"	2 435.00	0.00	2 435.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Affiches: "Signaler, c'est déjà protéger"	6 170.00	0.00	6 170.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Brochure: "Moi aussi j'ai des droits"	9 215.00	0.00	9 215.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Brochure: Tu veux connaître tes droits"	3 805.00	0.00	3 805.00	Soumissions
Richard Veilleux imprimeur	sans objet	Impression	Bulletin, Vol. 21, No. 1	2 030.00	0.00	2 030.00	NEGOCIE
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Bulletin Droits & Libertés	2 030.00	0.00	2 030.00	Négocié
Richard Veilleux imprimeur	Oui	Impression	Brochure "I have rights too"	5 190.00	0.00	5 190.00	Soumissions

## LISTE DES CONTRATS

Nom du fournisseur	Plus bas soumis.	Mandat	Résultat	C O U T			Mode d'octroi
				Engagement	Suppléments	Total	
Richard Veilleux imprimeur	sans objet	Impression	Brochure: "Call us" (angl.)	2 065.00	0.00	2 065.00	NEGOCIE
Richard Veilleux imprimeur	sans objet	ré-impression	Brochure: "Signaler, c'est déjà protéger"	7 000.00	0.00	7 000.00	NEGOCIE
Richard Veilleux imprimeur	sans objet	ré-impression	Brochure: "Vos droits et libertés (fran.)"	3 160.00	0.00	3 160.00	NEGOCIE
Richard Veilleux, imprimeur	Oui	Impression	Brochure PAE-KIT	6 655.00	0.00	6 655.00	SOUMISSIONS
Richard Veilleux, imprimeur	Oui	Impression	Affiches "Signaler... (anglais)"	2 840.00	0.00	2 840.00	SOUMISSIONS
Rénovation Pierre Lasalle	Oui	Travaux d'insonorisation et de ventilation		7 675.00	0.00	7 675.00	NEGOCIE
Société logique	sans objet	Évaluation accessibilité d'un édifice	Expertise dans un dossier du contentieux	260.00	0.00	260.00	NEGOCIE
Stainier André	sans objet	Agir comme enquêteur-médiateur		4 800.00	0.00	4 800.00	Décret 1725-90
Thériault, Pierre-Yves	sans objet	Évaluation ergonomique en milieu de travail	Expertise pour dossier d'enquête	2 000.00	0.00	2 000.00	NEGOCIE
Trottier Sylvie	sans objet	Correction de texte		480.00	0.00	480.00	NEGOCIE
Waldron, Carole (Dr)	sans objet	Évaluation dans dossier du contentieux	Expertise en vue de témoignage en cour	2 900.00	0.00	2 900.00	NEGOCIE

- 
9. **Liste détaillée de tous les contrats qui, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2001, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat**
- 

Aucun

---

**10. Le montant, pour l'année 2001-2002, de chacune des dépenses suivantes:**

---

- La photocopie		35 000.00\$
- La télécopie		non-disponible
- La téléphonie cellulaire		11 000.00 \$
- Les téléavertisseur		250.00\$
- Le mobilier de bureau		46 500.00\$
- Les fournitures de bureau		90 000.00\$
- Les distributeurs d'eau de source		3 100.00\$
- Les frais de transport		143 700.00\$
Les frais divers		3 000.00\$
Les frais de repas et d'hébergement		80 100.00\$
- La préparation à la retraite		2 113.00\$
- Les dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de perfectionnement:		
	au Québec	36 300.00\$
	hors Québec	34 300.00\$

---

**11. La liste de tous les véhicules utilisés**

---

Aucun

12. Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 2001-2002 ainsi que les prévisions pour 2002-2003. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

	CADRES	PROFESS.	TECHN./BUREAU	TOTAL
<b>NOMBRE TOTAL D'EFFECTIFS</b>	<b>10</b>	<b>103</b>	<b>62</b>	<b>175 (100%)*</b>
Féminin	4 (40.0%)	61 (59.2%)	59 (95.2%)	125 (71.4%)
Masculin	5 (50.0%)	42 (40.8%)	3 (4.8%)	50 (28.6%)
Personnes handicapées	--	1 (0.9%)	2 (3.2%)	3 (1.7%)
Anglophones	--	5 (4.9%)	--	5 (2.8%)
Autochtones	--	2 (1.9%)	--	2 (1.1%)
Communautés culturelles				
- Min. ethniques	--	3 (2.9%)	2 (3.2%)	5 (2.8%)
- Min. visibles	1 (10.0%)	3 (2.9%)	5 (8.1%)	9 (5.1%)
Moins de 30 ans	--	4 (3.9%)	9 (14.5%)	13 (7.4%)

\* Ce nombre inclut à la fois le personnel permanent et le personnel occasionnel (en remplacement de personnel absent).

---

**13. Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère ou organisme.**

---

Sera répondue par le Conseil du Trésor

---

**14. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2001-2002 pour chaque ministère et organisme, et ce, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)**

---

Voir tableaux ci-joints

## FICHE SYNTHÈSE

### Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

<b>TITRE: MALADIES, HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET VACANCES</b>															
<b>14) A) C) TOTAL DES JOURS PRIS PAR LE PERSONNEL EN CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2001-2002</b>															
CONGÉS		AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT	OCT.	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS	TOTAL	
MALADIE	Cadres supérieurs	4.5	7.5	4.5	22.0	26.5	23.5	27.5	26.0	17.0	22.0	5.5	---	186.5	
	Cadres intermédiaires	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	
	Professionnels	68.0	71.0	65.5	48.5	55.5	76.5	83.5	131.0	70.5	96.0	47.0	---	813.0	
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	
	PBTA *	126.5	123.0	114.5	115.0	160.5	117.0	112.5	112.0	112.0	65.5	87.5	50.0	---	1 184.0
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	<b>TOTAL</b>		199.0	201.5	184.5	185.5	242.5	217.0	223.5	269.0	153.0	205.5	102.5	---	2 183.5
VACANCES	Cadres supérieurs	21.0	15.5	18.5	56.5	68.0	21.0	8.0	5.0	18.0	22.5	4.0	---	258.0	
	Cadres intermédiaires	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	
	Professionnels	46.0	110.0	99.5	411.5	463.5	96.0	57.5	42.0	101.0	79.0	---	---	1 506.0	
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	
	PBTA *	38.5	14.5	61.0	230.0	261.0	40.5	11.0	14.0	66.0	57.5	6.5	---	800.5	
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	
	<b>TOTAL</b>		105.5	140.0	179.0	698.0	792.5	157.5	76.5	61.0	185.0	159.0	10.5	---	2 564.5

\* Personnel de bureau, techniciens et assimilés

## FICHE SYNTHÈSE

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

<b>14) B TOTAL DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC...). POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2001-2002</b>														
		AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT.	OCT	NOV	DÉC.	JANV.	FÉV	MARS	TOTAL
<b>HEURES RÉALISÉES</b>	Cadres supérieurs	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Cadres intermédiaires	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Professionnels	246.58	356.83	244.58	191.58	237.08	127.75	271.08	290.00	134.00	169.42	76.67	---	2 345.57
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA *	110.50	86.75	60.00	21.25	76.00	10.50	49.83	20.50	33.50	36.17	10.00	---	515.00
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	<b>TOTAL</b>		357.08	443.58	304.58	212.83	313.08	138.25	320.91	310.50	167.50	205.59	86.67	---
<b>COÛT TOTAL DES HEURES RÉALISÉES</b>	Cadres supérieurs	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Cadres intermédiaires	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Professionnels	9 900.88	14 250.73	9 619.78	7 562.75	9 639.48	4 679.64	10 394.03	11 100.23	4 773.56	6 535.57	2 975.37	---	91 432.02
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA	2 994.85	2 368.65	1 669.74	545.25	2 237.51	289.04	1 320.93	532.06	875.78	1 134.79	277.25	---	14 245.85
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	<b>TOTAL</b>		12 895.73	16 619.38	11 289.52	8 108.00	11 876.99	4 968.68	11 714.96	11 632.29	5 649.34	7 670.36	3 252.62	---
<b>COÛT TOTAL DES HEURES COMPENSÉES EN CONGÉ</b>	Cadres supérieurs	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Cadres intermédiaires	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Professionnels	7 199.17	10 330.75	5 025.09	5 691.30	8 331.74	4 409.85	8 577.08	10 136.67	3 955.46	5 636.47	2 555.39	---	71 848.97
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA	2 394.87	1 324.47	1 136.00	319.21	911.46	289.04	1 046.83	532.06	875.78	710.67	277.25	---	9 817.64
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	<b>TOTAL</b>		9 594.04	11 655.22	6 161.09	6 010.51	9 243.20	4 698.89	9 623.91	10 668.73	4 831.24	6 347.14	2 832.64	---

## FICHE SYNTHÈSE

### Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

14) B TOTAL DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC...) POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2001-2002 (suite)														
		AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT.	OCT	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS	TOTAL
COÛT TOTAL DES HEURES PAYÉES OU À PAYER	Cadres supérieurs	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Cadres intermédiaires	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	Professionnels	2 701.71	3 919.98	4 594.70	1 871.45	1 307.74	269.80	1 816.95	963.56	818.10	899.10	419.98	---	19 583.07
	Enseignants	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	PBTA	599.98	1 044.18	533.74	226.04	1 326.06	---	274.10	---	---	424.13	---	---	4 428.23
	Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	<b>TOTAL</b>	<b>3 301.69</b>	<b>4 964.16</b>	<b>5 128.44</b>	<b>2 097.49</b>	<b>2 633.80</b>	<b>269.80</b>	<b>2 091.05</b>	<b>963.56</b>	<b>818.10</b>	<b>1 323.23</b>	<b>419.98</b>	<b>---</b>	<b>24 011.30</b>

**15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 2000-2001**

- a) évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

**État des effectifs permanents de la  
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE  
au 31 mars 2002**

	Cadres	Professionnels/ Professionnelles	Techniciens/ Techniciennes	Personnel de bureau	TOTAL
Présidence et vice-présidence	-	1	1	1	3
Direction du Contentieux	1	6	-	3	10
Secrétariat et Direction des enquêtes et de la représentation régionale	1	3	2	1	7
Bureau régional de Montréal	1	15	5	6	27
- Longueuil	-	4	-	1	5
Bureau régional de Québec	1	5	1	3	10
Bureaux régionaux – Direction	1	2	1	-	4
- Chicoutimi	-	1	-	1	2
- Rimouski	-	1	-	1	2
- Sept-Îles	-	1	-	1	2
- Trois-Rivières	-	2	-	1	3
- Hull	-	2	-	1	3
- Val d'Or	-	1	-	1	2
- Sherbrooke	-	1	-	1	2
- St-Jérôme	-	4	-	1	5
Direction de l'Éducation & de la Coopération	1	8	-	2	11
Direction des P.A.E.	1	19	1	3	24
Direction de la recherche et de la planification	1	7	-	2	10
Direction des Services administratifs	1	4	3	4	12
Direction des Communications	1	6	2	2	11
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>93</b>	<b>16</b>	<b>36</b>	<b>155</b>

Les postes de président, de vice-président et de vice-présidente ne sont pas inclus dans le calcul de l'effectif total.

**b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**

2001-2002

4

**c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**

2001-2002

2

**d) nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail**

voir point a)

**e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires**

non disponible

**f) nombre de personnes occasionnelles et contractuelles en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis 5 ans**

20 occasionnels dont aucun depuis 5 ans

---

**16. La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ**

---

Sera répondue par le Conseil du Trésor

---

**17. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2001-2002 de qui sont loués des espaces**

---

Aucun

---

**22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)**

---

Sera répondue par le Conseil du Trésor

---

**23. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère**

---

Aucun

---

**24. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres**

---

Aucun

---

**25. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère**

---

Aucun

- 
- 26. Liste du personnel par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers**
- 

Non-applicable

---

**27. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)**

---

Acquisitions 2001-2002

1 Serveur Proliant CL 380 P3-1GHZ 246k Tower	24 551 \$
2 Routeurs Cisco 3548 48 ports	15 366 \$
13 écrans Prosys 17 po.	4 241 \$
4 imprimantes HPLaser Jet, modèles 3150, 1220 et 2200D	<u>5 912 \$</u>
	50 070 \$

---

**28. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIREs ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet**

---

Sera répondue par le Conseil du Trésor

---

**29. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIRES sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété**

---

Sera répondue par le Conseil du Trésor

---

**30. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIREs**

---

Sera répondue par le Conseil du Trésor

---

**32. Liste de tous les abonnements du ministère et le coût**

---

Voir liste ci-jointe

**LISTE DES ABONNEMENTS - 2001-2002**

<b>TITRES DES DOCUMENTS</b>	<b>COÛTS (\$)</b>
Accès à l'information Express et Recueil C.A.I./SOQUIJ	116.48
Access Office VB	59.
Alter Ego- Charte des droits/Wilson & Lafleur (15)	1200.
Alter Ego-Code de procédure civile/Wilson & Lafleur (2)	160.
Amnestie international Rapport annuel/Amnestie international	22.64
Annuaire Cole/Publications Cole (Montréal, St-Jérôme, Sherbrooke)	570.
Annuaire de jurisprudence (SOQUIJ)	229.
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec/Wilson & Lafleur (21 édition août ; 2 - édition janvier)	966.
Avant et Après	49.
Banque VIXIT/SMA Inc.	795.
Bulletin Ligue des droits et libertés	20.
Cahiers de droit/Université de Montréal	67.05
Cahiers de recherche sociologique	52.58
Canadian Human Rights Reporter/CHRR	1018.22
Canadian Human Rights (HRR - en ligne)	600.
Canadian Journal of Law and society/Revue canadienne droit et société	95.70
Canadian Labour and Employment Law Journal	227.70
Canadian Labour Arbitration	663.28

<b>TITRES DES DOCUMENTS</b>	<b>COÛTS (\$)</b>
Canadian Labour Law Reporter	919.
Charte canadienne des droits et libertés/CCH	413.
Child protect'n Law	443.
Child Welfare	215.60
Children and the Law	119.63
Code civil (21) Wilson & Lafleur	1253.91
Code criminel/Wilson & Lafleur (8)	448.30
Code de procédure civile annotée/Éditions FD	92.
Code de procédure civile/Wilson & Lafleur (17)	866.58
Code du travail (2)/Relations de travail	1070.
Code municipal (1)	46.87
Congédiement en droit québécois/Éditions Yvon Blais	73.70
Courrier parlementaire (Bottin)	69.84
Discrimination and Law /Butterworths	721.49
Droit civil québécois/Carswell	726.53
Droit de la famille/CCH	520.
Droit du travail express	475.20
Droits de la personne (Bulletin)/Centre de recherche en droits de la personne (Ottawa)	19.15

<b>TITRES DES DOCUMENTS</b>	<b>COÛTS (\$)</b>
Droits de la personne et les relations de travail (2)	288.50
Eastern Door	62.
Employment Equity Manual	133.45
Etudes ethniques Canada	93.08
Formulaire procédure civile	30.
FRAPRU frappe encore	15.
Gazette des femmes	10.80
Gazette officielle Québec (partie 2) (MTL & Qué)	324.
Grafika	42.51
Human Rights Law Journal	368.94
Human Rights Quaterly	204.23
Human Rights Watch World Report	55.85
Illustration Québec (Répertoire)	13.80
Index to Canadian Legal Periodicals	83.96
Index to legal periodicals	593.87
Info-Congrès	24.84
Interculture	34.75
Jeunes contrevenants (annoté)	166.
Jurisprudence express	343.20
Loi sur les services de santé et services sociaux (16)	1119.20
Lois cités et villes	68.75
Lois du Québec (volume annuel)	189.
Lois refondues du Québec (MTL & Qué.)	596.
Magazine de l'Association des CLSC et CHSLD	14.50

<b>TITRES DES DOCUMENTS</b>	<b>COÛTS (\$)</b>
National journal of Constitutional Law/Revue nationale du droit constitutionnel	217.35
Nouvelles pratiques sociales	28.79
Options /CEQ	20.
Paroles de droits/Speaking of Human rights (Fondation canadienne des droits humaines)	16.43
Plaidoyer Jeunesse	30.
Print	116.43
Prisme/Hôpital Sainte-Justine (MTL et Rimouski)	150.
Projets loi publiques (présentation)/Publications du Québec	165.
Recherches amérindiennes	48.
Recherches sociographiques	67.89
Recueil arrêts de la Cour suprême	369.98
Recueil de jurisprudence du Québec/SOQUIJ	473.20
Recueil des arrêts de la Cour fédérale/Éditions du gouvernement du Canada	408.20
Recueil droit de la famille/SOQUIJ	200.
Recueil politiques de gestion/Publications du Québec (version Internet)	295.
REJB (Recueil de jurisprudence du Barreau du Québec) Internet	80.
Relations industrielles	65.70
Relations/Centre justice et foi	47.
Revue Barreau canadien	98.50

<b>TITRES DES DOCUMENTS</b>	<b>COÛTS (\$)</b>
Revue de droit McGill	56.
Revue de droit/Sherbrooke	60.
Revue du Barreau	42.
Revue générale de droit	142.80
Revue juridique Thémis	49.28
Revue universelle des droits de l'homme	388.
Scott's Répertoire des Fabricants (aux deux ans)	247.
Société Élizabeth Fry	20.
Tableau des lois d'intérêt publique du Canada/Publications gouvernementales	107.90
Tableau des modifications des règlements du Québec	54.
Tendances sociales canadiennes	37.26
Tribune des droits humains	43.07
Visual Basic	230.69
Workplace Equity Guide	429.
Wrongful Dismissal	921.07
Young Offenders /Canada Law Book	225.40
<b>TOTAL</b>	<b>25 817.68\$</b>

---

### **33. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site**

---

#### **1. La conception du site**

En août 1997, un appel d'offres a été transmis à trois firmes : Intellia, Vidéotron et TecSult. La firme Intellia, devenue depuis Nunun, a obtenu le contrat. Les travaux ont débuté en janvier 1998.

Deux contrats ont été accordés à des firmes depuis : à Intellia pour une mise à jour pour l'inclusion du Répertoire des documents (1999), et à Micro-accès, pour la création d'un module de formation en ligne (2000-2001).

#### **2. Les coûts reliés au site depuis 1998**

Les coûts encourus pour la conception, le développement et l'hébergement du site sont les suivants :

- conception initiale par la firme Intellia (1998) : 9 880 \$
- une mise à jour par Intellia, notamment pour inclure le Répertoire des documents sur le site : 8 317 \$ (1999)
- conception et réalisation, par la firme Micro-accès, d'un module de formation en ligne sur les droits des personnes âgées (2000-2001) : 9 900 \$ (français) – 1 750 \$ (version anglaise)

soit un total de 29 847 \$.

Quant aux coûts d'hébergement du site à la DGSIG, ils totalisent une moyenne de 10 000 \$ annuellement.

#### **3. Les responsables du développement et de la mise à jour du site**

Depuis 1999, à l'exception du contrat donné à Micro-accès, la mise à jour et le développement du site sont faits à l'interne par Monique Rochon (édimestre), Madeleine Beaudoin (infomestre) et Michèle Morel (analyste en informatique).

Monique Rochon et Madeleine Beaudoin sont les seules personnes autorisées à faire des modifications au contenu.

La page d'accueil du site fait l'objet d'une mise à jour constante, en tenant compte des activités de la Commission. S'il faut établir une moyenne, on peut l'établir entre quatre et huit fois par mois.

Quant au contenu des différentes zones du site, il fait l'objet, depuis l'an 2000, d'une révision majeure qui a pour objectifs d'améliorer l'accès aux informations mises à la disposition du public par la Commission, d'en faciliter la mise à jour et d'en assurer un développement pouvant répondre à certains besoins : réorganisation des informations de base sur les droits de la personne et la protection de la jeunesse, ajout de modules d'information portant sur certains mandats de la Commission. Cette révision doit cependant être contenue à l'intérieur des paramètres techniques établis à l'origine pour le site.

La révision actuelle se situe dans un projet de refonte majeure qui devrait nous donner plus de flexibilité pour le développement futur du site. À cette fin, l'équipe des webmestres a entrepris des travaux permettant de définir les grandes orientations du site, l'évaluation des besoins de nos clientèles, les paramètres de navigation...

Si ces aspects peuvent être assumés à l'interne, ils ne pourront cependant se réaliser sans un soutien minimal technique que nous avons évalué à 30 000 \$, en nous basant sur les sommes déjà dépensées.

#### **4. L'enrichissement de la zone anglaise du site**

Des travaux de traduction devraient être réalisés pour enrichir la zone anglaise du site où l'on ne trouve pas, actuellement, d'informations équivalentes à celles fournies dans la zone française. L'évaluation des coûts de cet enrichissement ne pourra toutefois être faite qu'une fois les travaux de refonte du site complétés.

#### **5. La fréquentation du site**

Voir, en annexe, les statistiques sur l'évolution 2000 – 2001 de la fréquentation du site.

## Statistiques sur la fréquentation du site Web de la Commission

Mois	Sessions <sup>1</sup>		Impressions <sup>2</sup>		Fichiers pdf <sup>3</sup>	
	2001	2000	2001	2000	2001	2000
Janvier	7 983	4 209	35 377	21 763	12 865	5 321
Février	9 090	8 264	36 436	32 731	15 086	8 956
Mars	10 588	7 756	40 254	29 994	17 177	8 595
Avril	9 385	5 033	44 184	20 150	21 064	6 420
Mai	8 980	5 437	39 752	20 940	18 250	6 790
Juin	7 712	4 771	32 002	19 726	16 608	5 946
Juillet	5 607	4 426	24 925	17 527	10 663	6 118
Août	6 315	5 217	28 845	20 476	13 951	6 689
Septembre	5 664	5 920	35 510	22 716	15 628	7 918
Octobre <sup>4</sup>	N/D	(8 111)	N/D	(32 353)	N/D	(13 083)
Novembre	12 485	8 630	36 244	34 060	19 274	11 782
Décembre	11 028	6 251	29 977	28 900	27 180	8 975
<b>Total (11 mois)</b>	<b>94 837</b>	<b>65 914</b>	<b>383 506</b>	<b>268 983</b>	<b>187 746</b>	<b>83 510</b>
<b>Augmentation</b>	<b>28 923</b> 43,9 %		<b>114 523</b> 42,6 %		<b>104 236</b> 124,8 %	

<sup>1</sup> Sessions : nombre d'accès effectifs au site.

<sup>2</sup> Impressions : nombre de pages ou de fichiers ouverts et/ou consultés.

<sup>3</sup> Fichiers pdf : accès aux avis, mémoires, bulletins...

<sup>4</sup> Données non disponibles. Nous excluons donc du calcul final les données de l'an 2000.

---

**34. Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme**

---

Sera répondue par le Secrétariat de la jeunesse

---

**35. Pour chacun des ministère ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger**

---

Sera répondue par le ministère des Relations internationales

---

**36. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale**

---

Sera répondue par le Conseil du Trésor

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003**

**3- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

## **Droit de la personne**

---

### **39. Statistiques sur le nombre et les catégories de plaintes actuellement devant la Commission des droits de la personne. Nombre de plaintes reçues, traitées et acceptées en 2001-2002. Nombre de plaintes devant le Tribunal des droits de la personne. Nombre d'enquêtes initiées par la Commission.**

---

Il y a eu 15 442 demandes en vertu de notre mandat Charte adressées à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse au cours de l'année 2001. De celles-ci, 2332 étaient des demandes d'enquêtes. Par ailleurs, 1 058 de ces demandes ont été jugées recevables et ont donc été considérées pour enquête.

Dans 259 (24.5%) de ces enquêtes le motif de discrimination était fondé sur le handicap, majoritairement en milieu de travail. Suivent les motifs race/couleur/origine ethnique avec 186 dossiers (17.6%), l'âge avec 146 dossiers (13.8%), le sexe avec 132 dossiers (12.5%), la condition sociale avec 93 dossiers ( 8.8%), l'état civil avec 71 dossiers (6.7%), l'orientation sexuelle avec 46 dossiers (4.3%), l'exploitation avec 30 dossiers (2.8%), la grossesse avec 27 dossiers (2.6%), les antécédents judiciaires avec 26 dossiers (2.5%), la religion avec 19 dossiers (1.8%), la langue avec 18 dossiers (1.7%) et les convictions politiques avec 5 dossiers (0,5%).

Au cours de cette même période de référence, 1 035 dossiers ont été étudiés par les membres de la Commission, et 1 022 ont été fermés. De ces derniers, 252 ont été fermés à la suite d'un règlement à la satisfaction des parties.

Sur les 64 procédures déposées devant les tribunaux, 41 l'ont été devant le tribunal des droits de la personne, 18 devant les tribunaux administratifs et une intervention en vertu de notre volet Charte l'a été en cour supérieure.

L'année 2001 a vu 32 demandes d'enquête initiées par la Commission elle-même à la suite d'informations qui lui étaient transmises, dont 11 ont mené à la tenue d'une enquête.

---

**40. Liste des recommandations et/ou avis de la Commission aux ministères en 2001-2002, en distinguant ceux qui ont été suivis et ceux qui ne l'ont pas été**

---

1. Suivi en cours
2. Recommandation(s) suivie(s) en tout ou en partie
3. Recommandation(s) non suivie(s)

- Lettre concernant le *Projet de loi modifiant la législation en matière de louage résidentiel* 1
  - *Envoi le 29 mars 2001*  
*Ministère du Conseil exécutif*
  
- Mémoire à la Commission de l'économie et du travail de l'Assemblée nationale sur le *Projet de loi n° 31, Loi modifiant le Code du travail, instituant la Commission des relations du travail et modifiant d'autres dispositions législatives* 3  
(REFONTE ET MISE À JOUR DU MÉMOIRE ADOPTÉ LE 26 JANVIER 2001)
  
- Lettre concernant le louage résidentiel n/a
  - *Envoi le 15 mai 2001*  
*Secrétariat des comités ministériels permanents de coordination*
  
- Avis de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse sur de nouvelles mesures d'accès à l'égalité dans la fonction publique québécoise 2
  - *Envoi le 13 juin 2001*  
*Conseil du Trésor*  
*Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration*  
*Ministère de la Justice*
  
- Mémoire à la Commission des finances publiques sur le *Projet de loi n° 14, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives relativement à la protection des renseignements confidentiels* 2
  - *Envoi le 27 août 2001*  
*Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration*  
*Ministère de la Justice*

- Mémoire à la Commission des transports et de l'environnement de l'Assemblée nationale sur le Projet de loi n° 17, *Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant le cinémomètre photographique* 1

- Envoi le 7 septembre 2001  
Ministère de la Justice  
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
- Commentaires sur l'étude de faisabilité du Directeur général des élections du Québec sur une carte d'électeur numérisée avec photo n/a

- Envoi le 1<sup>er</sup> octobre 2001  
Directeur général des élections
- Commentaires sur le Projet de loi n° 180, *Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes* 2

- Envoi le 1<sup>er</sup> octobre 2001  
Ministère de la Justice  
Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Lettre concernant le Projet de loi n° 180, *Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes* 2

- Envoi le 3 octobre 2001  
Ministère de la Justice  
Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Lettre concernant le *Projet de loi sur l'union civile des personnes de même sexe, modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives* 1

- Envoi le 31 octobre 2001  
Ministère du Conseil exécutif
- Lettre concernant le Règlement modifiant le *Règlement d'application de la Loi sur la protection de la santé publique* 1

- Envoi le 31 octobre 2001  
Ministère de la Santé et des Services sociaux

- Lettre concernant le Projet de loi n° 180, *Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes* 2

  - *Envoi le 5 novembre 2001*  
*Ministère de la Santé et des Services sociaux*
  
- Mémoire à la Commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale sur le Projet de loi n° 26, *Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil* 1

  - *Envoi le 16 novembre 2001*  
*Ministère des Affaires municipales et de la Métropole*
  - *Envoi le 21 novembre 2001*  
*Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration*  
*Ministère de la Justice*
  
- Mémoire à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale sur l'avant-projet de loi instituant l'union civile des personnes de même sexe et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives 1

  - *Envoi le 1<sup>er</sup> février 2002*  
*Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration*  
*Ministère de la Justice*
  
- Mémoire à la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale sur l'avant-projet de loi sur la carte-santé du Québec 1

  - *Envoi le 8 février 2002*  
*Ministère de la Santé et des Services sociaux*  
*Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration*  
*Ministère de la Justice*
  
- Lettre concernant le projet d'orientations ministérielles relatives à l'utilisation des mesures de contrôle 1

  - *Envoi le 14 février 2002*  
*Ministère de la Santé et des Services sociaux*
  
- L'exploitation des personnes âgées – vers un filet de protection resserré – rapport de consultation et recommandations 1

- *Envoi mars 2002*  
*Ministère de la Santé et des Services sociaux*  
*Ministère de la Justice*  
*Ministère des Affaires municipales et de la Métropole*  
*Ministère des Relations avec les citoyens et de*  
*l'Immigration*

27-03-02

---

**41. Délai moyen de traitement des plaintes pour 2001-2002**

---

Le nombre total de fermeture a augmenté en 2001 de 11% par rapport à l'année antérieure. Nous avons augmenté d'environ 22% le nombre de dossiers fermés en moins de 12 mois passant de 411 à 505 dossiers, et d'environ 23 % ceux en moins de 18 mois passant de 514 à 633 dossiers. On peut constater qu'en 2001, plus de 66% des dossiers fermés l'ont été à l'intérieur d'un délai de 18 mois.

- 
- 42. Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi au 31 mars 2002 et bilan de l'application de la loi sur l'équité en emploi à ce jour.**
- 

Voir texte ci-joint

## **PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE – ENTREPRISES SOUMISES AU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL**

Entreprises privées qui élaborent et implantent un programme d'accès à l'égalité dans le cadre du programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec

(Voir liste jointe).

## **PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ IMPOSÉS SUITE À UNE ENQUÊTE**

- Commission scolaire des Samares
- Ville de Châteauguay

## **PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ DU GOUVERNEMENT**

- Le « Programme d'accès à l'égalité pour les femmes dans la fonction publique 1987-1990 » fut soumis pour consultation auprès de la Commission en juillet 1987. La seconde phase de ce programme (1992-1997) fut aussi soumise à la Commission pour consultation en 1992. Des modifications à ce programme furent par la suite soumises à la Commission pour consultation en 1996.
- Quant au « Programme d'accès à l'égalité de la fonction publique pour les membres des communautés culturelles 1990-1994 », il fut soumis à la Commission pour consultation en février 1990.
- Plus récemment, en mai 2001, le Conseil du Trésor consultait la Commission, conformément à l'article 92 de la Charte, sur des modifications à son programme d'accès à l'égalité pour les membres des communautés culturelles 1990-1994 et la mise en place d'un programme d'accès à l'égalité pour les autochtones.

## **LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ DANS DES ORGANISMES PUBLICS - MISE EN VIGUEUR LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2001**

### **Liste des organismes soumis à la Loi :**

(Voir liste jointe).

## **BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ DANS DES ORGANISMES PUBLICS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2001 AU 31 MARS 2002**

**Nombre d'organismes visés : 635**

<b>Sociétés d'état et organismes publics :</b>	<b>22</b>
<b>Institutions d'enseignement supérieur :</b>	<b>19</b>
<b>Établissements scolaires publics et privés :</b>	<b>157</b>
<b>Municipalités et organismes municipaux :</b>	<b>59</b>
<b>Établissements de la santé et des services sociaux :</b>	<b>377</b>
<b>Sûreté du Québec pour le personnel policier :</b>	<b>1</b>

## 1. DÉVELOPPEMENT DES OUTILS

- Document d'information générale à l'intention des organismes « La loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics – en résumé » avril 2001
- Lettre du Président de la CDPDJ aux Présidents / directeurs généraux des 669 organismes visés initialement par la loi accompagnée du document d'information générale 30 avril 2001
- Mise à jour du site Web – Loi et document général d'information avril 2001
- Adaptation et mise à jour du logiciel de traitement des analyses d'effectifs, de disponibilité et de groupements juin 2001
- Guide (papier + cédérom) pour la préparation du rapport des organismes sur l'analyse des effectifs juin 2001

## 2. DOTATION

### Recrutement

- Entrevues de sélection 25/04/01 – 08/05/01
- Résultats : 16 candidatures retenues  
14 postes comblés entrées en fonction 26/06/01

### Formation du personnel

- Programme de formation d'une durée de 3 semaines 26/06/01 – 13/07/01
  - mandats, activités de chacune des directions
  - mandats, activités, opérations et dossiers de la Direction des PAE

## 3. OPÉRATIONS AUPRÈS DES ORGANISMES VISÉS PAR LA LOI 143

**Nombre total d'organismes visés : 635**

L'article 6 de la loi prévoit que la CDPDJ peut fixer des délais aux organismes pour la transmission du rapport d'analyse des effectifs.

Les sociétés d'État et certains organismes publics, les institutions d'enseignement supérieur, les institutions privées d'enseignement primaire et secondaire et collégial et les municipalités qui ne sont pas visées par une loi ou un décret sur les fusions sont les organismes **de la phase 1** décrite ci-après et ont été informés le 15 octobre 2001 de leur délai pour la transmission de l'analyse des effectifs.

Les organismes du réseau (public) de l'éducation et les organismes du réseau de la santé et des services sociaux ont pour leur part, et avec notre accord, enclenché des travaux d'analyse des emplois sur une base nationale afin de faciliter la tâche de chacun de leurs établissements.

Les établissements du réseau (public) de l'éducation (organismes décrits à la phase 2 ci-après) ont été informés, le 12 décembre 2001, de leur délai pour la transmission de l'analyse de leurs effectifs.

Quant aux établissements du réseau de la santé et des services sociaux (organismes décrits à la phase 3 ci-après) ils seront informés de leur délai lorsque les travaux nationaux seront complétés.

Quant aux municipalités et organismes municipaux visés par une loi ou un décret de fusion ils sont décrits à la phase 4 ci-après.

## **ORGANISMES DE LA PHASE 1 :**

### **TOTAL : 109 ORGANISMES**

- Institutions d'enseignement privé (prim. et sec.)
- Collégial privé
- Enseignement supérieur
- Municipalités
- Sociétés d'État
- Sûreté du Québec

#### **• Fixation des délais**

Lettre de la Direction des PAE aux responsables de l'application opérationnelle de la loi à laquelle était joint le guide pour la préparation du rapport sur l'analyse des effectifs et l'indication de la date pour la transmission du rapport à la CDPDJ

15 octobre 2001

Note : Le principal critère de fixation des délais fut la taille des organismes et, subséquemment, les opérations de traitement des analyses de disponibilité par la CDPDJ

#### **• Assignation des dossiers**

Chaque conseillère/conseiller s'est vu assigner un certain nombre de dossiers avec mandat d'entrer en contact avec chaque organisme pour offrir nos services d'assistance-conseil et pour s'assurer de la présence de responsables des organismes aux sessions d'information

15 octobre 2001

#### **• Sessions d'information**

- Conception, développement du contenu logistique et dépliant d'invitation

octobre 2001

- Ces sessions ont été offertes par secteurs d'activités ou types d'organismes et ont eu lieu à Montréal et à Québec

du 27/11/01  
au 11/12/01

## ORGANISMES DE LA PHASE 2

**TOTAL : 118 ORGANISMES**

- Commissions scolaires francophones et anglophones
- Cégeps publics

- **Fixation des délais** 12 décembre 2001

Lettre de la Direction des PAE aux responsables de l'application opérationnelle de la loi à laquelle était joint le guide pour la préparation du rapport sur l'analyse des effectifs et l'indication de la date pour la transmission du rapport à la CDPDJ

Note : Le principal critère de fixation des délais fut la taille des organismes et, subséquemment, les opérations de traitement des analyses de disponibilité par la CDPDJ

- **Assignment des dossiers** 9 janvier 2002

Chaque conseillère/conseiller s'est vu assigner un certain nombre de dossiers des commissions scolaires et des cégeps publics.

- **Sessions d'information**

Les sessions ont été offertes à Montréal et à Québec aux Commissions scolaires francophones et anglophones et aux cégeps publics

Du 5 février 2002  
au 20 février 2002

La même session d'information a été donnée aux représentants des centrales syndicales du réseau des commissions scolaires et fédérations des cégeps publics.

Du 18 mars 2002  
au 29 mars 2002

## ORGANISMES DE LA PHASE 3

**TOTAL : 377 ORGANISMES**  
Établissements de santé et  
de services sociaux

- **Fixation des délais** avril 2002
- **Assignment des dossiers** avril 2002
- **Sessions d'information** mai à juin 2002

## ORGANISMES DE LA PHASE 4

**TOTAL : 30 ORGANISMES**  
16 municipalités  
14 organismes municipaux

- Les opérations pour ces municipalités et organismes municipaux ne pourront être commencées avant l'été 2002 compte tenu de la complexité des réorganisations municipales et de l'harmonisation des diverses et nombreuses conventions collectives, harmonisation, qui débutera le 1<sup>er</sup> mai 2002.

**Liste des entreprises  
soumises au programme gouvernemental  
d'OBLIGATION CONTRACTUELLE**

**Mise à jour – MARS 2002**

**Région 01 - Bas Saint-Laurent (Total: 3)**

Groupe Cédrico Inc. (Price) (A)  
Premier Horticulture Ltée (Rivière-du-Loup) (B)  
Verreault Navigation Inc. (Les Méchins) (A)

**Région 02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean (Total: 4)**

Alcan International Limitée - Centre de recherche R&D Arvida (Jonquière) (A)  
Groupe-conseil Saguenay Inc. (S)  
Nutrinor, Coopérative agro-alimentaire du Saguenay Lac St-Jean (St-Bruno) (B)  
Tracto Inc. (Chicoutimi) (B)

**Région 03 - Québec (Total: 24)**

AFG Industries Ltée (St-Augustin-de-Desmaures) (A)  
APG Solutions & Technologies Inc. (Québec) (S)  
Biogénie S.R.D.C. Inc. (Ste-Foy) (A)  
Consultants BPR (Québec) (A)  
Compaq Canada Inc. (Division Équipement Digital du Canada (Ste-Foy) (B)  
Cossette Communication-Marketing (Québec) (S)  
Daishowa Inc. (Québec) (A)  
EDS Innovations (Québec) (S)  
GE Capital services de gestion technologiques Inc. (Québec) (S)  
Gespro Informatique Inc. (Ste-Foy) (B)  
Groupe Admari Inc. (Québec) (S)  
Groupe-conseil Génivar Inc. (Québec) (A)  
Industries Maibec Inc. (Ste-Foy) (A)  
Ingénierie Électro-Optique Exfo Inc. (Vanier) (A)  
L'Industrielle-Alliance Cie d'Assurance sur la vie (Sillery) (S)  
La Mutuelle S.S.Q. (S.S.Q. Vie) (Ste-Foy) (S)  
Le Groupe Mallette (Ste-Foy) (S)  
Les Pétroles Irving Inc. (Sillery) (B)  
Les entreprises Julien Inc. (Québec) (B)  
NCR Canada Ltée (Ste-Foy) (B)  
Roche Ltée, Groupe-conseil (Ste-Foy) (S)

**Région 03 – Québec (suite)**

Technisol Inc. (Québec) (S)  
Tecnologies Multipartn'r (TMI) Inc. (Sainte-Foy) (A)  
Wesco Distribution Canada Inc. (Québec) (B)

**Région 04 - Mauricie-Bois-Francs (Total: 6)**

Duchesne & Fils Ltée (Yamachiche) (B)  
G.A. Boulet Inc. (St-Tite) (B)  
Gérard Crête et Fils Inc. (Proulxville) (A)  
Groupe HBA, experts-conseils (Drummondville) (S)  
Imprimeries Transcontinental Inc. (Drummondville) (B)  
Reycan S.E.C. (Société Aluminium Reynolds Canada (Cap-de-la-Madeleine) (B)

**Région 05 - Estrie** (Total: 1)

Imprimerie Quebecor Magog (Magog) (B)

**Région 06 - Montréal** (Total: 70)

3M Canada Inc. (Dorval) (B)  
Agences de Collection Financières (Internationale) Inc. (Montréal) (S)  
Agra Monenco Québec Inc. (Montréal) (S)  
Axidata Inc. (St-Laurent) (B)  
Banque Nationale du Canada (Montréal) (S)  
Bower pâtes et papiers Canada Inc. (Avenor) (Montréal) (S)  
Caisse centrale Desjardins (Montréal) (S)  
Canon Canada Inc./Division OE (Montréal) (B)  
Caron Bélanger Ernst & Young (Montréal) (S)  
Cartons St-Laurent Inc. (Montréal) (A)  
Cognicase Inc. (Montréal) (S)  
Compagnie de téléphone Bell du Canada/Bell Canada (Montréal) (B)  
Compagnie Marconi Canada (Montréal) (A)  
Compagnie pétrolière Impériale Ltée (Montréal) (B)  
Courrier Purolator Ltée (St-Laurent) (S)  
Datamark Inc. (Division Lancaster Datamark) (LaSalle) (S)  
Discreet Logic Inc. (Montréal) (A)  
Domtar Inc. (Montréal) (B)  
Donohue Inc. (Montréal) (S)  
Doubletex (Montréal) (B)

**Région 06 – Montréal** (suite)

Epiciers Unis Métro-Richelieu Inc. Division Econogros (Montréal) (B)  
Équipement Fédéral Québec Ltée (Dorval) (B)  
Ford du Canada Limitée (Pointe-Claire) (B)  
Goodyear Canada Inc. (St-Laurent) (Québec) (Valleyfield) (B)  
Groupe DMR Inc. (Montréal) (S)  
Groupe Devesco Ltée/Cie de Pavage d'Asphalte Beaver (Montréal-Nord) (B)  
Groupe LGS Inc. (Montréal) (S)  
Groupe Progestic Inc. (Montréal) (A)  
Hewlett-Packard (Canada) Ltée (Kirkland) (B)  
I.B.M. Canada Ltée (Montréal) (B)  
Imprimerie Quebecor Montréal (Ronalds) (Montréal) (B)  
Johnson & Johnson Inc. (Montréal) (A)  
KPMG (Montréal) (S)  
Kruger Inc. (Montréal) (A)  
La Fonderie CSF (Montréal) (A)  
Le Groupe C.G.I. (Montréal) (S)  
Le Groupe SNC-Lavalin Inc. (Montréal) (A)  
Les Aliments Ault Limitée (Montréal) (B)  
Les industries Wajax Limitée (Lachine) (B)  
Les ressources informatiques Quantum Ltée (Montréal) (S)  
Logidec Inc. (Montréal) (B)  
Médiosolution Inc. (Montréal) (S)  
Métaltek C-Mac Inc. (Dollard-des-Ormeaux) (B)  
Motorola Canada Limitée (St-Laurent) (B)  
Pageau Morel & Associés Inc. (Montréal) (S)  
Petro-Canada Inc. (Montréal) (B)  
Philips Electronique Ltée (Montréal) (B)  
Pitney Bowes (St-Laurent) (B)  
Price Waterhouse (Montréal) (S)  
Provigo Distribution Inc. (Montréal) (A)  
Rolland Inc. division Les ressources graphiques (Montréal) (B)  
RBA Inc. Maintenance d'ordinateurs (St-Laurent) (S)

**Région 06 – Montréal (suite)**

Samson Bélair/Deloitte & Touche (Montréal) (S)  
Sécurité Kolossal Inc. (Montréal) (S)  
Serca service alimentaire Inc./Division Novagro (Anjou) (B)  
Shell Canada Limitée (Montréal) (B)  
Société d'informatique Oracle du Québec Inc. (Montréal) (B)  
Sony du Canada Ltée (St-Laurent) (B)  
Stella-Jones Inc. (Montréal) (B)  
Supremex Inc. Division enveloppe Innova (St-Laurent) (B)  
Systématix (Montréal) (S)  
Systèmes Richter Internationale (Montréal) (A)  
Tecsult Holding Inc. (Montréal) (S)  
Tye-Sil Corporation Ltée (Montréal) (A)  
Ultramar Canada Inc. (Montréal) (B)  
Unisource Canada Inc. (LaSalle) (B)  
Vidéotron Télécom Ltée (Montréal) (B)  
Westburne Québec - Division Nedco (St-Laurent) (B)  
Wood Wyant Inc. (Lachine) (B)  
Xerox Canada Ltée (Dorval) (B)

**Région 08 - Abitibi-Témiscamingue (Total: 6)**

Cambior Inc. (Val d'Or) (A)  
Mines Agnico Eagle Limitée (Cadillac et Joutel) (A)  
Mines Aurizon Inc. (Val d'Or) (A)  
Mines McWatters Inc. (Val d'Or) (A)  
Tembec Inc. (Témiscaming) (A)  
Uniboard Canada Inc. (Val d'Or) (A)

**Région 10 - Nord-du-Québec (Total: 2)**

Ressources Campbell Inc. - Ressources Meston Inc. (Chibougamau) (A)  
Ressources MSV Inc. (Chibougamau) (A)

**Région 11 - Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine (Total: 1)**

Mines Seleine/Division Société canadienne de Sel (Grosse-Ile) (B)

**Région 12 - Chaudière - Appalaches (Total: 12)**

Assurance Vie Desjardins-Laurentienne (Lévis) (S)  
Groupe Quebecor Inc. - Imprimerie St-Romuald (St-Romuald) (S)  
Imprimerie Interglobe Inc. (Beauceville) (B)  
Imprimeries Quebecor Inc. - Imprimerie Quebecor L'Éclaireur (Beauceville) (S)  
IPL Inc. (St-Damien) (B)  
La Chemise Perfection (1978) Inc. (Courcelles) (B)  
Lainages Victor Ltée (St-Victor) (B)  
Maintenance Eureka Ltée (Thetford-Mines) (S)  
Meubles Morigeau Ltée (St-François) (A)  
Montel Inc. (Montmagny) (B)  
Plastiques Gagnon Inc. (St-Jean-Port-Joli) (B)  
Rousseau Métal Inc. (St-Jean-Port-Joli) (B)

**Région 13 - Laval** (Total: 8)

CIMA + Société d'ingénierie (Laval) (S)  
Dessau Inc. (Laval) (S)  
Idéal Métal Inc. (Laval) (B)  
Multi-Markets (Distribution) Inc. (Laval) (B)  
Samuel & Fils & Cie (Québec) Ltée (Laval) (B)  
Sécurité & Investigation Cartier Ltée (Laval) (S)  
Société canadienne de pneus Michelin Ltée (Laval) (B)  
Supérieur Propane Inc. (Laval) (B)

**Région 14 - Lanaudière** (Total: 1)

Bridgestone/Firestone Canada Inc. (Joliette) (B)

**Région 15 - Laurentides** (Total: 5)

Bell Helicopter Textron/Division de Textron Canada Ltée (Mirabel) (B)  
General Motors du Canada Ltée (Boisbriand) (B)  
Messier-Dowty Inc. (St-Janvier) (A)  
PG Systèmes d'information Div. Programmation Gagnon Inc. (Sainte-Adèle) (B)  
Sonepar Distribution Inc./Division Lumen & Roy Marchand (St-Eustache) (B)

**Région 16 - Montérégie** (Total: 22)

Agropur coopérative agro-alimentaire (Granby) (B)  
Albums DF Ltée (Longueuil) (B)  
Bois & placages généraux Ltée (Longueuil) (A)  
Bombardier Inc. (St-Bruno) (S)  
Boulangerie Gadoua Ltée (Napierville) (B)  
Boulevard produits de bureau Inc. (Boucherville) (B)  
Cleyne & Tinker Inc. (Huntingdon) (B)  
Crain-Drummond Inc. (Boucherville) (B)  
Entourage Solutions Technologiques Inc. (Longueuil) (A)  
Entreprises 3-Soft Inc. (Brossard) (A)  
Fabricants de produits Jenisys - Division Armtec (Beloeil) (B)  
Formulaires et systèmes Moore Ltée (Cowansville) (B)  
Formules d'affaires Data Ltée (Granby) (B)  
Goodfellow Inc. (Delson) (B)  
Hyundai Auto Canada Inc. (Bromont) (A)  
Imprimerie Interweb Inc. (Boucherville) (B)  
Lafarge Canada Inc. (St-Constant) (A)  
Lacasse Inc. (St-Pie-de-Bagot) (B)  
Matériel Industriel Ltée (Rougemont) (B)  
Montupet Ltée (Rivière-Beaudette) (A)

**Région 16 - Montérégie** (suite)

Natrel Inc. (Longueuil) (B)  
Sico Inc. (Longueuil) (B)

**Région 17 - Centre du Québec** (Total : 1)

Consultants Mesar Inc. (Bécancour) (S)

**Total des entreprises soumises  
au programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec : 166**

Légende :      (A)                      Subvention  
                     (B)                      Contrat de biens  
                     (S)                      Contrat de services

**LISTE DES ORGANISMES**

**SOU MIS À LA**

***LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ  
EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS***

# ***CÉGEPs***

## **Région 1 : Bas Saint-Laurent (total : 4)**

Cégep de La Pocatière  
Cégep de Matane  
Cégep de Rimouski  
Cégep de Rivière-du-Loup

## **Région 2 : Saguenay-Lac-Saint-Jean (total :4)**

Cégep de Saint-Félicien  
Cégep de Chicoutimi  
Cégep de Jonquière  
Collège d'Alma

## **Région 3 : Québec (total : 3)**

Collège François-Xavier-Garneau  
Collège de Limoilou  
Cégep de Sainte-Foy

## **Région 4 : Mauricie-Bois-Francs (total : 2)**

Collège Shawinigan  
Cégep de Trois-Rivières

## **Région 5 : Estrie (total : 2)**

Champlain Regional College  
Collège de Sherbrooke

## **Région 6 : Montréal (total 12)**

Cégep André-Laurendeau	Dawson College
Cégep du Vieux-Montréal	Collège Ahuntsic
Vanier College	John Abbott College
Cégep Marie-Victorin	Collège Gérard-Godin
Cégep de Saint-Laurent	Collège de Maisonneuve
Collège de Rosemont	Collège de Bois-de-Boulogne

**Région 7 : Outaouais (total : 2)**

Collège de l'Outaouais

Heritage College

**Région 8 : Abitibi (total : 1)**

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

**Région 9 : Côte-Nord (total : 2)**

Cégep de Baie-Comeau

Cégep de Sept-Îles

**Région 10 : Nord-du-Québec (total : 0)**

**Région 11 : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (total : 1)**

Cégep de la Gaspésie et des Îles

**Région 12 : Chaudières-Appalaches (total : 3)**

Collège de la région de l'Amiante

Cégep de Lévis-Lauzon

Cégep Beauce-Appalaches

**Région 13 : Laval (total : 1)**

Collège Montmorency

**Région 14 : Lanaudière (total : 1)**

Cégep régional de Lanaudière

**Région 15 : Laurentides (total : 2)**

Collège Lionel-Groulx

Cégep de Saint-Jérôme

**Région 16 : Montérégie (total : 6)**

Cégep de Saint-Hyacinthe

Cégep de Granby Haute-Yamaska

Collège de Valleyfield

Cégep de Sorel-Tracy

Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

Collège Édouard-Montpetit

**Région 17 : Centre-du-Québec (total : 2)**

Cégep de Victoriaville

Cégep de Drummondville

# **ÉDUCATION COLLÉGIAL PRIVÉ**

## **Région 3 : Québec (total : 2)**

Collège Mérici

Campus Notre-Dame-de-Foy

## **Région 4 : Mauricie-Bois-Francs (total :1)**

Collège Laflèche

## **Région 6 : Montréal (total : 3)**

Collège Marianopolis

Collège Lasalle

Collège André-Grasset

## ***COMMISSIONS SCOLAIRES***

### **Région 1 : Bas-Saint-Laurent (total : 4)**

Commission scolaire des Monts-et-Marées  
Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup  
Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs  
Commission scolaire des Phares

### **Région 2 : Saguenay-Lac-Saint-Jean (total : 4)**

Commission scolaire du Pays-des-Bleuets  
Commission scolaire des Rives-du-Saguenay  
Commission scolaire de la Jonquière  
Commission scolaire du Lac-Saint-Jean

### **Région 3 : Québec (total : 6)**

Commission scolaire des Premières-Seigneuries  
Commission scolaire des Découvreurs  
Commission scolaire de Portneuf  
Commission scolaire de la Capitale  
Commission scolaire Central Québec  
Commission scolaire de Charlevoix

### **Région 4 : Mauricie-Bois-francs (total : 2)**

Commission scolaire de l'Énergie  
Commission scolaire du Chemin-du-Roy

**Région 5 : Estrie (total : 4)**

Commission scolaire Eastern Townships  
Commission scolaire des Sommets  
Commission scolaire des Hauts-Cantons  
Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke

**Région 6 : Montréal (total : 5)**

Commission scolaire Lester-B.-Pearson  
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys  
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île  
Commission scolaire de Montréal  
Commission scolaire English-Montréal

**Région 7 : Outaouais (total : 5)**

Commission scolaire des Draveurs  
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais  
Commission scolaire Western Québec  
Commission scolaire au Coeur-des-Vallées  
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais

**Région 8 : Abitibi (total : 5)**

Commission scolaire du Lac-Abitibi  
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois  
Commission scolaire de Rouyn-Noranda  
Commission scolaire du Lac-Témiscamingue  
Commission scolaire Harricana

**Région 9 : Côte-Nord (total : 4)**

Commission scolaire du Fer  
Commission scolaire du Littoral  
Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord  
Commission scolaire de l'Estuaire

**Région 10 : Nord-du-Québec (total : 1)**

Commission scolaire de la Baie James

**Région 11 : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (total :4)**

Commission scolaire René-Lévesque  
Commission scolaire Eastern Shores  
Commission scolaire des Îles  
Commission scolaire des Chics-Chocs

**Région 12 : Chaudières-Appalaches (total : 4)**

Commission scolaire des Navigateurs  
Commission scolaire de la Côte-du-Sud  
Commission scolaire de la Beauce-Etchemin  
Commission scolaire de l'Amiante

**Région 13 : Laval (total : 2)**

Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier  
Commission scolaire de Laval

**Région 14 : Lanaudière (total : 2)**

Commission scolaire des Affluents  
Commission scolaire des Samares

**Région 15 : Laurentides (total : 4)**

Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles  
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord  
Commission scolaire des Laurentides  
Commission scolaire Pierre-Neveu

**Région 16 : Montérégie (total : 11)**

Commission scolaire New Frontiers  
Commission scolaire Riverside  
Commission scolaire Marie-Victorin  
Commission scolaire des Hautes-Rivières  
Commission scolaire du Val-des-Cerfs  
Commission scolaire des Patriotes  
Commission scolaire de Saint-Hyacinthe  
Commission scolaire de Sorel-Tracy  
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries  
Commission scolaire des Trois-Lacs  
Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands

**Région 17 : Centre-du-Québec (total : 3)**

Commission scolaire de la Riveraine  
Commission scolaire des Bois-Francs  
Commission scolaire des Chênes

## ***COMMUNAUTÉS URBAINES***

### **Région 3 : Québec (total : 1)**

Communauté urbaine de Québec

### **Région 6 : Montréal (total :1)**

Communauté Urbaine de Montréal

### **Région 7 : Outaouais (total :1)**

Communauté urbaine de l'Outaouais

## ***MUNICIPALITÉS***

### **Région 1 : Bas-Saint-Laurent (total : 2)**

Ville de Rimouski

Ville de Rivière-du-Loup

### **Région 2 : Saguenay-Lac-Saint-Jean (total : 4)**

Ville d'Alma

Ville de Chicoutimi

Ville de Jonquière

Ville de La Baie

### **Région 3 : Québec (total : 4)**

Ville de Beauport

Ville de Charlesbourg

Ville de Québec

Ville de Sainte-Foy

### **Région 4 : Mauricie-Bois-Francs (total : 3)**

Ville de Shawinigan

Ville de Trois-Rivières

Ville du Cap-de-la-Madeleine

### **Région 5 : Estrie (total : 2)**

Ville de Magog

Ville de Sherbrooke

### **Région 6 : Montréal (total : 16)**

Cité de Côte-Saint-Luc

Cité de Dorval

Ville d'Anjou

Ville de Dollard-des-Ormeaux

Ville de Lachine

Ville de LaSalle

Ville de Mont-Royal

Ville de Montréal

Ville de Montréal-Nord

Ville de Outremont

Ville de Pierrefonds

Ville de Pointe-Claire

Ville de Saint-Laurent

Ville de Saint-Léonard

Ville de Verdun

Ville de Westmount

**Région 7 : Outaouais (total : 3)**

Ville d'Aylmer

Ville de Gatineau

Ville de Hull

**Région 8 : Abitibi (total : 3)**

Ville d'Amos

Ville de Rouyn-Noranda

Ville de Val-d'Or

**Région 9 : Côte-Nord (total : 2)**

Ville de Baie-Comeau

Ville de Sept-Îles

**Région 10 : Nord-du-Québec (total : 0)**

**Région 11 : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (total : 0)**

**Région 12 : Chaudières-Appalaches (total : 4)**

Ville de Charny

Ville de Lévis

Ville de Saint-Georges

Ville de Thetford Mines

**Région 13 : Laval (total :1)**

Ville de Laval

**Région 14 : Lanaudière (total :4)**

Ville de Joliette

Ville de Mascouche

Ville de Repentigny

Ville de Terrebonne

**Région 15 : Laurentides (total :7)**

Ville de Blainville

Ville de Boisbriand

Ville de Deux-Montagnes

Ville de Mont-Laurier

Ville de Saint-Eustache

Ville de Saint-Jérôme

Ville de Sainte-Thérèse

**Région 16 : Montérégie (total : 18)**

Ville de Beloeil

Ville de Boucherville

Ville de Brossard

Ville de Chambly

Ville de Châteauguay

Ville de Granby

Ville de Greenfield Park  
Ville de La Prairie  
Ville de Longueuil  
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville  
Ville de Saint-Hubert  
Ville de Saint-Hyacinthe  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Ville de Saint-Lambert  
Ville de Sainte-Julie  
Ville de Salaberry-de-Valleyfield  
Ville de Sorel  
Ville de Vaudreuil-Dorion

**Région 17 : Centre-du-Québec (total :2)**

Ville de Drummondville  
Ville de Victoriaville

# ***ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR***

## **Région 1 : Bas-Saint- Laurent (total : 1)**

Université du Québec à Rimouski

## **Région 2 : Saguenay-Lac-Saint-Jean (total :1)**

Université du Québec à Chicoutimi

## **Région 3 : Québec (total : 5)**

École nationale d'administration publique

Institut national de la recherche scientifique

Télé-université

Université du Québec (siège social)

Université Laval

## **Région 4 : Mauricie-Bois-Francs (total : 1)**

Université du Québec à Trois-Rivières

## **Région 5 : Estrie (total : 2)**

Université Bishop's

Université de Sherbrooke

## **Région 6 : Montréal (total : 7)**

École de technologie supérieure

École des Hautes Études Commerciales de Montréal

École Polytechnique de Montréal

Université Concordia

Université de Montréal

Université du Québec à Montréal

Université McGill

**Région 7 : Outaouais (total : 1)**

Université du Québec à Hull

**Région 8 : Abitibi (total : 1)**

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

# ***INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ (PRIM. ET SEC.)***

## **Région 3 : Québec (total : 4)**

Collège Jésus-Marie de Sillery  
Collège Saint-Charles-Garnier  
Le Petit Séminaire de Québec  
Séminaire Saint-François

## **Région 5 : Estrie (total : 1)**

Séminaire de Sherbrooke

## **Région 6 : Montréal (total : 18)**

Académie Solomon Schechter  
Collège Charlemagne inc.  
Collège Jean-De-Brébeuf  
Collège Marie de France  
Collège Mont-Saint-Louis  
Collège Notre-Dame du Sacré-Cœur  
Collège Regina Assumpta  
Collège Sainte-Marcelline  
Collège Stanislas  
Ecole Maïmonide  
École Marie-Clarac  
École Peter Hall inc.  
École Selwyn House  
École Vanguard Québec Itée  
Les Écoles juives populaires et les Écoles Peretz  
Lower Canada College  
Talmud Torahs Unis de Montréal Inc.  
Villa Maria

**Région 12 : Chaudières-Appalaches (total : 1)**

Collège de Lévis

**Région 13 : Laval (total : 1)**

Collège Laval

**Région 14 : Lanaudière (total : 2)**

Collège de l'Assomption

Collège Saint-Sacrement

**Région 15 : Laurentides (total : 2)**

Académie Lafontaine

Académie Sainte-Thérèse

**Région 16 : Montérégie (total : 4)**

Collège Bourget

Collège Charles-Lemoyne

Collège Durocher Saint-Lambert

Collège Jean de-la-Mennais

## ***MUNICIPAL - POLICE***

### **Région 5 : Estrie (total : 1)**

Régie intermunicipale de police de la région sherbrookoise

### **Région 6 : Montréal (total : 2)**

Régie de la sécurité publique LaSalle-Verdun

Service de police de la communauté urbaine de Montréal

### **Région 7 : Outaouais (total : 1)**

Régie de la sécurité publique de Gatineau-métro

## ***MUNICIPAL - TRANSPORT***

### **Région 2 : Saguenay-Lac-Saint-Jean (total : 1)**

Corporation intermunicipale de transport du Saguenay

### **Région 3 : Québec (total : 1)**

Société de transport de la communauté urbaine de Québec

### **Région 4 : Mauricie-Bois-Francs (total : 1)**

Corporation intermunicipale de transport des Forges

### **Région 5 : Estrie (total : 1)**

Corporation métropolitaine de transport Sherbrooke

### **Région 6 : Montréal (total : 1)**

Société de transport de la communauté urbaine de Montréal

### **Région 7 : Outaouais (total : 1)**

Société de transport de l'Outaouais

### **Région 13 : Laval (total :1)**

Société de transport de la Ville de Laval

### **Région 16 : Montérégie (total :1)**

Société de transport de la Rive-Sud de Montréal

## ***SANTÉ – RÉGIES RÉGIONALES***

### **Région 1 : Bas-Saint-Laurent (total : 1)**

Régie régionale de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

### **Région 2 : Saguenay-Lac-Saint-Jean (total : 1)**

Régie régionale de la santé et des services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

### **Région 3 : Québec (total : 1)**

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec

### **Région 4 : Mauricie-Bois-Francs (total :1)**

Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

### **Région 5 : Estrie (total :1)**

Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Estrie

### **Région 6 : Montréal (total : 1)**

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre

### **Région 7 : Outaouais (total : 1)**

Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

### **Région 12 : Chaudières-Appalaches (total 1)**

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

### **Région 13 : Laval (total : 1)**

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laval

**Région 14 : Lanaudière (total : 1)**

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière

**Région 15 : Laurentides (total :1)**

Régie régionale de la santé et des services sociaux des Laurentides

**Région 16 : Montérégie (total :1)**

Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie

## ***SOCIÉTÉS D'ÉTAT / ORGANISMES PUBLICS***

### **Région 3 : Québec (total : 7)**

Musée du Québec
Centre de recherche industrielle du Québec
Institut national de santé publique du Québec
Musée de la civilisation
Société immobilière du Québec
Société des établissements de plein-air du Québec
Société des traversiers du Québec

### **Région 6 : Montréal (total : 14)**

Caisse de dépôt et de placement du Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société générale de financement du Québec
Commission de la construction du Québec
Commission des valeurs mobilières du Québec
Corporation d'Urgences-Santé de la région Montréal métropolitain
Investissement-Québec
Hydro-Québec
Société des alcools du Québec
Société des loteries du Québec
Régie des installations olympiques
Société de la Place des arts de Montréal
Société de télédiffusion du Québec
Héma-Québec

### **Région 17 : Centre-du-Québec (total : 1)**

École nationale de police du Québec
-------------------------------------

# ***SÛRETÉ DU QUÉBEC***

**Région 6 : Montréal (total : 1)**

Quartier général - Sûreté du Québec

# ***SANTÉ ÉTABLISSEMENTS***

## **Région 1 : Bas-Saint-Laurent (total : 14)**

Centre d'hébergement et de services communautaires de l'Estuaire

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle K.R.T.B.

Centre hospitalier d'Amqui

Centre hospitalier régional de Rimouski

Centre jeunesse du Bas-Saint-Laurent

Centre Mitissien de santé et services communautaires

Centres hospitalier et d'hébergement de Rivière-du-Loup

CHSLD et CLSC des Basques

CLSC de Matane

CLSC Rivières et Marées

Les CH et CHSLD de Matane

Les services d'adaptation Osmose

Réseau de santé du Témiscouata

Réseau Santé Kamouraska

## **Région 2 : Saguenay-lac-Saint-Jean (total : 12)**

Carrefour de la santé et des services sociaux de Jonquière

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle du Saguenay-Lac-St-Jean

Centre le Jeannois

Centre Maria-Chapdelaine

CH-CHSLD-CLSC Cléophas Claveau

CHSLD de Chicoutimi

CLSC du Grand Chicoutimi

CLSC des Prés-Bleus

CLSC le Norois

Complexe hospitalier de la Sagamie

Hotel-Dieu de Roberval

Les Centres jeunesse du Saguenay/Lac-Saint-Jean

# *SANTÉ ÉTABLISSEMENTS*

## **Région 3 : Québec (total : 24)**

Centre d'hébergement St-Jean-Eudes Inc.

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec

Centre hospitalier affilié universitaire de Québec

Centre hospitalier de Charlevoix

Centre hospitalier Robert-Giffard

Centre hospitalier St-Joseph de la Malbaie

Centre hospitalier universitaire de Québec

Centre jeunesse de Québec

CHSLD St-Augustin (VIGI)

CLSC Basse-Ville-Limoilou-Vanier

CLSC Charlevoix

CLSC de la Jacques-Cartier

CLSC et CHSLD de Portneuf

CLSC la Source

CLSC Orléans

CLSC Sainte-Foy - Sillery - Laurentien

CLSC-CHSLD Haute-Ville-des-Rivières

Corporation du centre hospitalier Chauveau

Hôpital Jeffery Hale

Hôpital Laval

Hôpital Sainte-Anne-de-Beaupré

Hôpital Ste-Monique Inc.

Institut de réadaptation en déficience physique de Québec Site Louis-Hébert inc

Saint Brigid's Home Inc.

# ***SANTÉ ÉTABLISSEMENTS***

## **Région 4 : Mauricie-Bois-Francs (total : 14)**

Carrefour de santé et des services sociaux de la Saint-Maurice  
Centre de réadaptation Interval  
Centre de service en déficience intellectuelle Mauricie/Centre-du-Québec  
Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie  
Centre hospitalier régional de Trois-Rivières  
CHSLD du Centre Mauricie  
CHSLD Le Trifluvien  
CHSLD Regroupement Mékinac-des-Chenaux  
CLSC du Centre de la Mauricie  
CLSC les Forges  
CLSC-CHSLD Vallée de la Batiscan  
Les Centres jeunesse de la Mauricie et du Centre-du-Québec  
Regroupement Cloutier-du-Rivage  
Regroupement de la santé et des services sociaux de la MRC de Maskinongé

## **Région 5 : Estrie (total : 14)**

Carrefour de la santé et des services sociaux CLSC et CHSLD de la MRC de Coaticook  
Carrefour de la santé et des services sociaux du Val Saint-François  
Carrefour santé du Granit (CH-CHSLD-CLSC)  
Centre d'accueil Dixville Inc.  
Centre d'hébergement et soins de longue durée Estriade  
Centre de réadaptation Estrie Inc.  
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke  
Centre jeunesse de l'Estrie  
Centre Notre-Dame de l'Enfant (Sherbrooke) Inc.  
CLSC de la région Sherbrookoise  
CLSC-CH et d'hébergement Memphrémagog  
CLSC-CHSLD du Haut-Saint-François  
Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke  
Les CLSC, CH et CHSLD de la MRC d'Asbestos

# *SANTÉ ÉTABLISSEMENTS*

## **Région 6 : Montréal (total : 110)**

Association Montréalaise pour les aveugles  
Centre d'accueil Denis-Benjamin Viger  
Centre d'accueil Father Dowd  
Centre d'accueil Juif  
Centre d'accueil La Salle  
Centre d'accueil Louis Riel  
Centre d'accueil Réal Morel  
Centre d'accueil Saint-Margaret  
Centre d'hébergement Champlain-Marie-Victorin  
Centre d'hébergement Le Royer  
Centre d'hébergement Saint-Georges  
Centre de réadaptation Constance-Lethbridge  
Centre de réadaptation de l'Ouesi de Montréal  
Centre de réadaptation Gabrielle Major  
Centre de réadaptation Lisette-Dupras  
Centre de soins prolongés Grace Dart  
Centre Dollard-Cormier  
Centre hospitalier Angrignon  
Centre hospitalier de l'université de Montréal  
Centre hospitalier de Lachine  
Centre hospitalier de Lasalle  
Centre hospitalier de St-Mary  
Centre hospitalier Fleury  
Centre hospitalier Jacques-Viger  
Centre hospitalier juif de l'Espérance  
Centre hospitalier Richardson  
Centre hospitalier Saint-Michel  
Centre le Cardinal Inc.  
Centre Mackay  
Centre Miriam  
Centre universitaire de santé McGill

## *SANTÉ ÉTABLISSEMENTS*

Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw  
CHSLD Bayview Inc.  
CHSLD Biermans-Triest  
CHSLD Bourget Inc.  
CHSLD Centre-Ville de Montréal  
CHSLD Champlain - Manoir de Verdun  
CHSLD CLSC Bordeaux-Cartierville  
CHSLD Dollard-des-Ormeaux (VIGI)  
CHSLD Émilie-Gamelin, Armand Lavergne  
CHSLD Les Havres  
CHSLD Lucille-Teasdale  
CHSLD Mont-Royal (VIGI)  
CHSLD-CLSC Saint-Laurent  
Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles  
CLSC Ahuntsic  
CLSC Côte-des-Neiges  
CLSC des Faubourgs  
CLSC du Plateau Mont-Royal  
CLSC du Vieux LaChine  
CLSC Hochelaga-Maisonneuve  
CLSC La Petite Patrie  
CLSC Lac Saint-Louis  
CLSC Mercier-Est/Anjou  
CLSC Métro  
CLSC Montréal-Nord  
CLSC NDG / Montréal-Ouest  
CLSC Olivier-Guimond  
CLSC Park Extension  
CLSC Pierrefonds  
CLSC René-Cassin  
CLSC Rivière-des-Prairies  
CLSC Saint-Léonard  
CLSC Saint-Louis-du-Parc

## *SANTÉ ÉTABLISSEMENTS*

CLSC Saint-Michel

CLSC St-Henri

CLSC Verdun / Côte Saint-Paul

CLSC Villeray

CLSC-CHSLD de Rosemont

CLSC-CHSLD Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est

Corporation du centre de réadaptation Lucie-Bruneau

Corporation du centre hospitalier gériatrique Maimonides

Foyer Rousselot

Hôpital de réadaptation Lindsay

Hôpital Général Juif Sir Mortimer B. Davis

Hôpital Catherine Booth de l'Armée du Salut

Hôpital chinois de Montréal

Hôpital Douglas

Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal

Hôpital général du Lakeshore

Hôpital Jean-Talon

Hôpital Louis-H. Lafontaine

Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Hôpital Marie-Clarac des Soeurs Charité de Sainte-Marie (1995) Inc.

Hôpital Mont-Sinai

Hôpital Notre-Dame de la Merci inc.

Hôpital Rivière-des-Prairies

Hôpital Sainte-Justine

Hôpital Santa Cabrini

Hôpital Shriners pour enfants (Québec) inc.

Institut Canadien-Polonais du Bien-être Inc.

Institut de cardiologie de Montréal

Institut de réadaptation de Montréal

Institut Philippe-Pinel de Montréal

Institut Raymond-Dewar

Institut universitaire de gériatrie de Montréal

Les Centres jeunesse de Montréal

## **SANTÉ ÉTABLISSEMENTS**

Les CHSLD de mon Quartier  
Les CHSLD du Plateau Mont-Royal  
Les CHSLD Lachine, Nazaire-Piché et Foyer Dorval  
Les Résidences Laurendeau, Légaré, Louvain  
Manoir Cartierville  
Petites soeurs des pauvres (ma maison Saint-Joseph)  
Providence Notre-Dame de Lourdes Inc.  
Résidence Angelica  
Résidence Berthiaume-Du-Tremblay  
Résidence Yvon-Brunet  
Résidences Mance-Decary (CHSLD)  
Services de réadaptation l'Intégrale  
Villa Médica Inc.

### **Région 7 : Outaouais (total : 17)**

Centre d'hébergement Champlain-Gatineau  
Centre de réadaptation la Ressource  
Centre hospitalier des Vallées de l'Outaouais  
Centre hospitalier Gatineau Memorial  
CH-CHSLD de Papineau  
CHSLD de Hull  
CLSC de Hull  
CLSC de la Vallée de la Lièvre  
CLSC et CHSLD de Gatineau  
CLSC et CHSLD Grande-Rivière  
CLSC-CH-CHSLD des Forestiers  
CLSC-CHSLD de la Petite-Nation  
CLSC-CHSLD des Collines  
Corporation du centre hospitalier Pierre-Janet  
Le CLSC, le CHSLD et le centre hospitalier du Pontiac  
Les Centres jeunesse de l'Outaouais  
Pavillon du Parc Inc.

# ***SANTÉ ÉTABLISSEMENTS***

## **Région 8 : Abitibi (total : 14)**

Centre de réadaptation la Maison  
Centre de santé de Témiscaming  
Centre de santé Sainte-Famille  
Centre de santé Vallée-de-l'Or  
Centre hospitalier de Val-d'Or  
Centre hospitalier Hotel-Dieu d'Amos  
Centre hospitalier Rouyn-Noranda  
Centre jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue (C.J.A.T.)  
CH de soins psychiatriques de l'Abitibi-Témiscamingue  
Clair Foyer Inc.  
CLSC le Partage des Eaux  
Le CLSC et le CHSLD les Eskers  
Maison Pie XII  
Réseau santé et services sociaux des Aurores Boréales

## **Région 9 : Côte-Nord (total : 9)**

Centre de protection et de réadaptation de la Côte-Nord  
Centre de santé de l'Hématite  
Centre de santé de la Basse Côte-Nord  
Centre de santé de La Minganie  
Centre de santé des Nord-Côtiers  
Centre hospitalier régional Baie-Comeau  
Centre hospitalier régional de Sept-Iles  
CLSC - Centre de santé des Sept Rivières  
CLSC et centre d'hébergement de Manicouagan

# *SANTÉ ÉTABLISSEMENTS*

## **Région 10 : Nord-du-Québec (total :4)**

Centre de santé Inuulitsivik

Centre de santé Tulattavik de l'Ungava

Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James

Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James

## **Région 11 : Gaspésie-Îles-de-la-Madelaine (total : 12)**

Centre de réadaptation de la Gaspésie

Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs

Centre hospitalier de Chandler

Centre hospitalier de Gaspé

Centre hospitalier de l'Archipel

CLSC - CHSLD Baie-des-Chaleurs

CLSC des Iles

CLSC et CHSLD Pabok

CLSC Malauze

CLSC Mer et Montagnes

CLSC-CHSLD-CH de la MRC Denis-Riverin

Le Centre jeunesse Gaspésie/Les Îles

## **Région 12 : Chaudières-Appalaches (total : 21)**

Centre d'accueil Saint-Joseph de Lévis Inc.

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle (CRDI) Chaudière-Appalaches

Centre hospitalier Beauce-Etchemin

Centre hospitalier de la région de l'Amiante

CH de l'Assomption (Saint-Georges de Beauce) Inc.

CHSLD de l'Amiante

CLSC Beauce-Centre

CLSC et CHSLD de la MRC de L'islet

CLSC et CHSLD de la MRC de Lotbinière

## ***SANTÉ ÉTABLISSEMENTS***

CLSC et CHSLD de la MRC de Montmagny  
CLSC et CHSLD de la MRC des Etchemins  
CLSC et CHSLD de la MRC Desjardins  
CLSC Frontenac  
CLSC la Guadeloupe  
Complexe de santé et CLSC Paul-Gilbert  
Cratca et CHSLD de Beauce  
Hotel-Dieu de Lévis  
Hotel-Dieu de Montmagny  
Les Centres jeunesse Chaudière-Appalaches  
Les CLSC et CHSLD de la MRC de Bellechasse  
Les CLSC et CHSLD de la MRC de la Nouvelle-Beauce

### **Région 13 : Laval (total : 13)**

Centre de réadaptation Normand-Laramée  
Centre jeunesse de Laval  
CHSLD l'Orchidée Blanche  
CHSLD Saint-Jude Inc.  
Cité de la santé de Laval  
CLSC des Mille-Iles  
CLSC et CHSLD du Marigot  
CLSC-CHSLD du Ruisseau-Papineau  
CLSC-CHSLD Sainte-Rose de Laval  
Hôpital juif de réadaptation  
Les centres gériatriques le Bel Age Inc.  
Les CHSLD Laval  
Manoir Saint-Patrice Inc.

## ***SANTÉ ÉTABLISSEMENTS***

### **Région 14 : Lanaudière (total : 14)**

Carrefour de la santé et services sociaux de Matawinie

Centre de réadaptation la Myriade

Centre de réadaptation le Bouclier

Centre hospitalier Le Gardeur

Centre hospitalier régional de Lanaudière

CHSLD de la Côte Boisée

CHSLD le Château Inc.

CLSC - CHSLD - Meilleur

CLSC - CHSLD d'Autray

CLSC de Joliette

CLSC Lamater

CLSC-CHSLD Montcalm

Les Centres jeunesse de Lanaudière

Vigi Yves Blais

### **Région 15 : Laurentides (total : 18)**

Centre du Flores

Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle

Centre hospitalier Laurentien

Centre hospitalier Saint-Eustache

CHSLD Drapeau Deschambault

CLSC - CHSLD des Pays-d'en-Haut

CLSC Arthur-Buies

CLSC des Hautes-Laurentides

CLSC Jean-Olivier-Chénier

CLSC Thérèse-de-Blainville

CLSC-CHSLD des Trois Vallées

Hôpital d'Argenteuil

## ***SANTÉ ÉTABLISSEMENTS***

Hotel-Dieu de Saint-Jérôme  
Les centres jeunesse des Laurentides  
Les CHSLD de la Rive et de Mirabel  
Les CHSLD de la Rivière du Nord  
Pavillon Sainte-Marie Inc.  
Québec Inc. (CHSLD Villa Soleil)

### **Région 16 : Montérégie (total :45)**

Centre d'accueil Marcelle-Ferron inc.  
Centre d'hébergement Champlain-Châteauguay  
Centre hospitalier Anna-Laberge  
Centre hospitalier de Granby  
Centre hospitalier du Comté de Huntingdon  
Centre hospitalier Kateri Memorial  
Centre hospitalier Pierre-Boucher  
Centre hospitalier régional du Suroit  
Centre montérégien de réadaptation  
Centre Rouville  
CHSLD de la MRC de Champlain  
CHSLD de Longueuil  
CHSLD du Bas-Richelieu  
CHSLD du Littoral  
CHSLD Horace-Boivin  
CHSLD Montérégie (VIGI)  
CHSLD Trèfle d'Or  
CLSC - CHSLD des Maskoutains  
CLSC Châteauguay  
CLSC de la Haute-Yamaska  
CLSC des Seigneuries  
CLSC du Havre  
CLSC du Richelieu  
CLSC Katéri  
CLSC La Presqu'île

## *SANTÉ ÉTABLISSEMENTS*

CLSC Longueuil-Est  
CLSC Longueuil-Ouest  
CLSC Saint-Hubert  
CLSC Samuel de Champlain  
CLSC Seigneurie de Beauharnois  
CLSC/CHSLD de la Vallée du Richelieu  
Hôpital Barrie-Memorial  
Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins  
Hôpital Charles-LeMoyne  
Hôpital du Haut-Richelieu  
Hotel-Dieu de Sorel  
Institut Nazareth et Louis Braille  
Le Regroupement des CHSLD des Trois Rives  
Les centres Butters-Savoy et Horizon  
Les centres du Haut Saint-Laurent (CHSLD)  
Les Centres jeunesse de la Montérégie  
Les CLSC et CHSLD Champagnat de la Vallée des Forts  
Les CLSC et CHSLD de la Pommeraie  
Les services de réadaptation du Sud-Ouest et du Renfort  
Réseau santé Richelieu - Yamaska

### **Région 17 : Centre-du-Québec (total : 10)**

CHSLD Coeur-du-Québec  
CHSLD Ermitage de la MRC d'Arthabaska  
CLSC Drummond  
CLSC Suzor-Côté  
CLSC-CHSLD de l'Érable  
Complexe santé et services sociaux Nicolet-Yamaska  
Hôpital St-Julien  
Hôpital Ste-Croix  
Hotel-Dieu d'Arthabaska  
Le CLSC et le CHSLD les Blés d'Or

## Protection de la jeunesse

---

### **43. Nombre et nature des cas traités et des plaintes reçues à la Commission en 2001-2002. Nombre de cas et circonstances en vertu desquels la Commission a agi par elle-même.**

---

Il y a eu 5 118 demandes en vertu de notre mandat Jeunesse adressées à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse au cours de l'année 2001. De celles-ci, 535 étaient des demandes d'enquêtes. Par ailleurs, 312 de ces demandes ont été jugées recevables et ont fait l'objet d'un avis d'enquête.

Les parents (45.8%) et les enfants eux-mêmes (31.3%) sont les principaux requérants. Les motifs d'insatisfaction sont principalement : le lieu d'hébergement approprié (30.4%), la qualité des services à la prise en charge par le directeur de la protection de la jeunesse (26.6%), les services dans les ressources d'hébergement (15.9%), les décisions du directeur de la protection de la jeunesse (8.8%).

La Commission a effectué 4 enquêtes de sa propre initiative au cours de l'année 2001. Ces enquêtes de nature systémique portaient sur l'ensemble des services octroyés par un centre jeunesse ou encore sur les conditions d'hébergement dans un lieu ou des unités précis, et étaient fondées sur des allégations provenant selon les cas, de parents, d'enfants, de juges, d'avocats ou encore d'intervenants sociaux.

---

**44. Liste des recommandations de la Commission aux ministères mentionnés dans sa loi constitutive, pour l'année 2001-2002**

---

1. Suivi en cours
2. Recommandation(s) suivie(s) en tout ou en partie
3. Recommandation(s) non suivie(s)

- Commentaires sur le Projet de loi n° 166, *Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse* 1
  - Envoi le 5 juin 2001  
Ministère de la Santé et des Services sociaux  
Commission des affaires sociales
  
- Commentaires sur le Projet de loi n° 180, *Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes* 2
  - Envoi le 1<sup>er</sup> octobre 2001  
Ministère de la Justice  
Ministère de la Santé et des Services sociaux
  
- Lettre concernant le Projet de loi n° 180, *Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes* 2
  - Envoi le 3 octobre 2001  
Ministère de la Justice  
Ministère de la Santé et des Services sociaux
  
- Lettre concernant le Projet de loi n° 180, *Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la divulgation de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes* 2
  - Envoi le 5 novembre 2001  
Ministère de la Santé et des Services sociaux

---

**45. Liste des plaintes qui ont déjà fait l'objet de recommandations par la Commission auprès de ministères en 2001-2002**

---

Cette information sera disponible ultérieurement

---

**46. Nombre d'enfants décédés alors qu'ils étaient suivis par le réseau de protection de la jeunesse en 2001-2002**

---

Après entente avec le bureau du Coroner, la Commission ne reçoit plus les avis de décès et n'effectue plus ce type de vérification. Cependant elle demeure disponible pour assister ou accompagner le Coroner dans les investigations qu'il effectue en matière jeunesse.

- 
- 47. Pour l'année 2001-2002, nombre de cas traités et de plaintes reçues en regard de l'isolement ou de l'encadrement intensif d'un enfant à l'intérieur d'un établissement. Distinguer les cas de protection de ceux des jeunes contrevenants et préciser leur nature.**
- 

Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2001, la Commission a reçu 8 demandes portant sur l'isolement, le retrait ou la programmation spéciale dans les centres de réadaptation. Une demande relevait de l'application de la LJC alors que 6 demandes relevaient quant à elles de la LPJ. Une demande relevait des deux lois.

---

**48. Délai moyen de traitement des plaintes pour 2000-2001 et 2001-2002**

---

Au cours de l'année 2000, 92 dossiers avaient été fermés avec un délai moyen de 581 jours, comparativement à l'année 2001, où 206 dossiers ont été fermés, avec un délai moyen de 422 jours.

Tout en augmentant de manière significative notre productivité quant au nombre de dossiers traités, le délai moyen à l'intérieur duquel ils le furent, a diminué de 27% par rapport à ce qu'il était. De plus, il faut considérer que ce délai moyen inclut dans son calcul les dossiers pour lesquels il y a eu une enquête et une décision du comité des enquêtes, mais qui par ailleurs font l'objet d'un suivi des recommandations adressées à certaines parties.



**Autres**

---

- 51. Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec**
- 

Aucune

---

**52. Copie à jour de la liste de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1)**

---

« Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, la liste de classement des ministères et organismes est disponible pour consultation sur place. »

---

**53. La liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un (des) employé(s) du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années**

---

Aucune

---

**54. Dépenses effectuées en 2001-2002 par le ministère et ses organismes dans les technologies de l'information**

---

- a) Téléphone : voir la question 10
- b) Matériel informatique : voir la question 27
- c) Logiciels : voir la question 27
- d) Programmation : 750 \$
- e) Formation : voir la question 10